

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 09/02/2018

N° : 2018/057

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/17

 **Décisions**

Page 18/304

ARRÊTÉS

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 17/370/CM

Approbation de l'avenant n° 2 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 368 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC du Ranquet du 27 novembre 1985 ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le PAZ et le programme d'équipements publics de la zone du 23 novembre 1987 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant les modifications de ce PAZ du 8 octobre 1990 ;
- La délibération N° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 17/322/CM du 27 septembre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher chargé de la Direction Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, du Conseil municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Janvier 2018

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Que le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 368, approuvé par arrêté du Président de Ouest Provence du 13 février 2004, a été modifié par un avenant n° 1 approuvé par arrêté du Président de Ouest Provence du 7 avril 2016 ;
- Que les droits à construire de chaque lot ont été modifiés lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et qu'en conséquence, il convient d'adapter le préambule et les articles I et III du Cahier des Charges de Cession de Terrain précité ;

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot 368, tel qu'il est annexé au présent arrêté, modifiant l'avant-dernier alinéa de l'article III (Prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales) ayant trait aux couvertures et pentes de toiture du Cahier des Charges de Cession de Terrain de ce même lot.

Article 2 :

Les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 9 janvier 2018

Le Président

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Janvier 2018

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Avenant N° 2 au Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

Lot 368

Le présent avenant N° 2 au cahier des charges est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il modifie l'avant dernier alinéa de l'article III (prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales) du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° **368** (section **DH n° 46, n° 109, n° 288 et n° 336**) approuvé par arrêté du Président de Ouest Provence du 13 février 2004 et modifié par un avenant n°1 approuvé par arrêté du Président de Ouest Provence du 7 avril 2016.

Le préambule est modifié comme suit :

Préambule

La Z.A.C du Ranquet à ISTRES a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (P.A.Z) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté préfectoral de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce P.A.Z.

L'objet de la Z.A.C. est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

La délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle n° 276/87 du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Eparèb.

L'Eparèb a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la Z.A.C au SAN au terme d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la Z.A.C a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n°231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme.

Le présent Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L 311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

L'article III est modifié comme suit :

Article III – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES, URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

L'avant dernier alinéa de l'article III, ayant trait aux couvertures et pentes de toiture, est complété comme suit :

Les toits terrasse sont également autorisés.

L'avant dernier alinéa de l'article III, ayant trait aux couvertures et pentes de toiture, est supprimé.

Les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président Honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/001/CM

Exonération temporaire à l'obligation de raccordement au réseau d'assainissement collectif : immeuble situé 17 traverse des Migauds - 13011 MARSEILLE (Habitation principale - Contrat Eau 1153347J)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L 214-1 à 214-6 ;
- Le Code de la Santé Publique, et notamment son article L 1331-1, complété par les arrêtés interministériels des 19 juillet 1960 et 28 février 1986 relatifs aux raccordements des immeubles aux égouts ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013 portant approbation du contrat pour la gestion du service public d'assainissement collectif avec le Service d'Assainissement Marseille Métropole ;
- La délibération AGER 036-834/13/CC du 13 décembre 2013 approuvant la modification du règlement de Service Public de l'Assainissement Non Collectif de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération PEDD 010-566/14/CC du 19 décembre 2014 approuvant le règlement de service communautaire de l'Assainissement Collectif ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement de service de l'Assainissement non collectif ;
- Le règlement de service de l'Assainissement Collectif des villes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Le Rove, Marseille, Septèmes-les-Vallons et la zone industrielle de Gémenos ;

CONSIDÉRANT

- Que le propriétaire de l'immeuble situé 17 traverse des Migauds 13011 Marseille, parcelle cadastrée H0401, a sollicité le Service d'Assainissement Marseille Métropole, en vue d'obtenir une exonération de l'obligation de raccordement à l'assainissement collectif de son habitation principale, demande que le SERAMM a transmise au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Janvier 2018

- Le règlement du Service de l'Assainissement Collectif et le coût élevé des travaux à réaliser pour se raccorder au réseau public de collecte des eaux usées,
- Le contrôle de l'installation d'assainissement non collectif de l'habitation principale réalisé par le SPANC et le rapport d'assainissement non collectif n°2017 MRS 45800 du 1^{er} mars 2017 qui conclut à une installation complète et ne présentant pas de défaut de non-conformité.

ARRETE

Article 1 :

Une exonération de raccordement à l'assainissement collectif est accordée au propriétaire de l'immeuble (habitation principale) situé 17 traverse des Migauds – 13011 Marseille, parcelle cadastrée H0401, à compter du 1^{er} mars 2017.

Article 2 :

Cette exonération est accordée sous réserve du maintien de l'installation d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement, en effectuant régulièrement un entretien du prétraitement (vidange de la fosse sceptique toutes eaux) et de la filière de traitement.

L'ensemble des regards de contrôle et d'entretien du prétraitement et de la filière de traitement doivent rester accessibles.

Tant que l'immeuble n'est pas raccordé au réseau d'assainissement collectif, il demeure soumis à la réglementation applicable à l'assainissement non collectif et fait donc l'objet d'un contrôle par le SPANC dans les conditions et selon les modalités fixées par les textes en vigueur et les dispositions du règlement de service, notamment dans ses articles 14, 15 et 16.

Article 3 :

La présente exonération est établie pour une durée maximale de dix ans, jusqu'au 1^{er} mars 2027.

En cas de mauvais entretien ou de dysfonctionnement de l'installation d'assainissement non collectif constaté par le SPANC, cette exonération deviendrait caduque sans délai.

Article 4 :

A l'issue de ce délai, une nouvelle exonération temporaire pourra être accordée au propriétaire sur sa demande, cette dernière devant être notifiée à l'Administration au plus tard six mois avant l'échéance prévue à l'article 3.

En tout état de cause, l'instruction de cette demande de renouvellement tiendra compte de l'évolution des dispositions techniques et réglementaires.

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa notification.

Article 6

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/002/CM

**Occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement situé
15 quai de Rive neuve 13001 Marseille, à Jérémy Baran**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

La demande de la SARL Vieux Port, représentée par Monsieur Jérémy Baran, gérant, né le 13 mars 1994 à Marseille (13), en vue d'occuper un emplacement public, au 15 Quai De Rive Neuve 13001 Marseille RCS Marseille 820 975 571 00028.

ARRETE

Article 1 :

La SARL Vieux Port, représentée par Monsieur Jérémy Baran, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement, sis 15 Quai De Rive Neuve 13001 Marseille et d'y installer :

- Une terrasse délimitée sans scellement de 71 m²

sur laquelle est implanté :

- Huits parasols
- Un menu

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Janvier 2018

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 3 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 4 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 5 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 6 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 7 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Article 8 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 9 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 10 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 11 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Janvier 2018

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 12 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 13 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 14 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/003/CM

Désignation du représentant du Président au sein du comité de pilotage Natura 2000 des sites "Côte bleue - chaîne de l'Estaque" et "Falaises de Niolon"

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2001-1031 du 8 novembre 2001 relatif à la procédure de désignation des sites Natura 2000,
- Le décret n°2001-1216 du 20 décembre 2001 relatif à la gestion de sites Natura 2000,
- L'arrêté préfectoral du 31 juillet 2008 fixant la composition du comité de pilotage local Natura 2000 pour les sites FR9312017 « Falaises de Niolon » et FR9301601 « Côte bleue – chaîne de l'Estaque »,
- L'arrêté ministériel du 3 mars 2006 portant désignation du site Natura 2000 « Falaises de Niolon »,
- L'arrêté ministériel du 2 mai 2016 portant désignation du site Natura 2000 « Côte bleue – chaîne de l'Estaque »,

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions combinées des articles L.414-2 et R. 414-8 du Code l'Environnement, le Préfet de département créé, pour chaque site Natura 2000, un comité de pilotage ayant pour mission l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du document d'objectifs du site Natura 2000, lequel définit notamment les orientations de gestion du site ;
- Que dans ce cadre, l'arrêté préfectoral modifié du 31 juillet 2008 portant composition du comité de pilotage local Natura 2000 pour les sites « Falaises de Niolon » et « Côte bleue – chaîne de l'Estaque » prévoit, en son article 2, que le Président de la Communauté Urbaine de Marseille-Provence-Métropole, ou son représentant, est membre de ce comité de pilotage ;

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Janvier 2018

- Que depuis le 1^{er} janvier 2016, en application de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole a été intégrée au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est donc membre de ce comité de pilotage ;
- Qu'il convient, de procéder à la désignation du représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du comité de pilotage Natura 2000 des sites « Falaises de Niolon » et « Côte bleue – chaîne de l'Estaque » ;

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Michel Illac est désigné pour représenter le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du comité de pilotage Natura 2000 des sites « Falaises de Niolon » et « Côte bleue – chaîne de l'Estaque » ;

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/004/CM

Délégation de signature à Monsieur Christophe BLANC Directeur des Moyens Techniques au sein du Pôle propreté et traitement des déchets du Conseil de Territoire Marseille Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du Décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'arrêté DRH2015-9176 du 7 octobre 2015 portant M. Christophe Blanc directeur des moyens techniques.

ARRETE

Article 1 :

Délégation est donnée à Monsieur Christophe BLANC, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et nécessaires à la continuité du service public, relative exclusivement à :

- l'exécution de l'accord-cadre n°17 AC-001 notifié le 24 juillet 2017 pour une durée d'un an reconductible quatre fois,
- ayant pour objet l'acquisition de gazole pour le parc de véhicules du groupement de commandes avec la Régie des Transports de Marseille (RTM), Métropole Aix Marseille Provence (AMP), Régie des transports des Bouches du Rhône (RDT 13), suivants :

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Janvier 2018

1/ la préparation et la passation des marchés subséquents, inférieurs au seuil relatif aux directives européennes des procédures formalisées pour les marchés publics de fournitures et services :

- lettre de consultation relatives à un marché subséquent inférieur à ce seuil ;
- lettre aux candidats en cours de consultation (lettre de réponse aux questions des candidats, information sur les corrections apportées au DCE...)
- lettre circulaire ;
- courrier de négociation ;
- demande de régularisation des offres ;
- demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- demande de maintien de l'offre après expiration du délai de validité des offres ;
- lettre de demande des pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, avant notification ;
- lettre de rejet des offres, y compris hors délai ;
- lettre de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- déclaration sans suite ou d'infructuosité de ces marchés et courriers d'information aux candidats ;
- mise au point de ces marchés et accords-cadres;
- courrier de notification, pièces contractuelles du marché subséquent

2/ l'exécution des marchés et accords –cadre compris entre ces seuils :

- bons de commande ;
- ordres de livraison ;
- application de pénalités ;
- décisions relatives à l'admission des fournitures;
- factures pour approbation du service fait.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe BLANC la délégation de signature définie à l'article 1, est donnée à :

- Monsieur Luc ASIA, Directeur adjoint des moyens techniques ;

Article 3 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Janvier 2018

DÉCISIONS

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 17/663/D

**Convention avec le GRETA OUEST 13 pour l'action de formation intitulée :
Accompagnement V.A.E. - BTS Assurances".**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation d'un agent de la Métropole exerçant ses fonctions au sein du Service Gestion Technique du Patrimoine du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une convention de formation professionnelle avec Le «GRETA OUEST 13» relative à l'action de formation intitulée «Accompagnement V.A.E. - BTS Assurances» est nécessaire ;
- Que l'obtention de cette qualification s'inscrit dans une démarche d'évolution personnelle qui permettrait à l'agent de mettre en cohérence ses missions actuelles avec le diplôme visé et de ce fait, accroître sa légitimité professionnelle ;
- Qu'au regard du catalogue 2017 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Janvier 2018

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le «GRETA OUEST 13» relative à l'action de formation intitulée «Accompagnement V.A.E. - BTS Assurances».

Article 2 :

Est approuvée la participation d'un agent à cette formation, d'une durée de 24 heures qui se déroulera à Istres. Elle débutera sur l'année 2017 et trouvera son terme à l'obtention du diplôme.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 1 170,00 € net sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 17/664/D

Abrogation de la décision 17/378/D et approbation d'une convention avec l'organisme "DAWAN" pour l'action de formation intitulée "Sketchup : initiation et perfectionnement".

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 17/378/D approuvant la convention de formation avec «DAWAN» pour l'action de formation intitulée «Sketchup : initiation et perfectionnement» devant se dérouler du 13 au 17 novembre 2017 ;

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation d'un agent de la Métropole exerçant ses fonctions au sein du Centre d'Art Contemporain du Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une convention de formation professionnelle avec «DAWAN» relative à l'action de formation intitulée «Sketchup : initiation et perfectionnement» est nécessaire ;
- Que l'objectif de cette action est de permettre aux utilisateurs du logiciel de modifier un modèle existant, d'agencer des produits dans une implantation client, présenter des modèles en réunion de travail ;

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Janvier 2018

- Qu'au regard du catalogue 2017 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;
- Que l'organisme «DAWAN» n'est pas en mesure d'assurer cette formation à ces dates et doit reporter cette formation ultérieurement, avant le 31 décembre 2017 ;

DECIDE

Article 1 :

La décision n° 17/378/D approuvant la convention de formation «DAWAN» pour l'action de formation «Sketchup : initiation et perfectionnement» est abrogée.

Article 2 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et «DAWAN» relative à l'action de formation intitulée «Sketchup : initiation et perfectionnement».

Article 3 :

Est approuvée la participation d'un agent du Centre d'Art Contemporain à cette formation, d'une durée de cinq jours, se déroulant à Marseille, avant la fin décembre 2017.

Article 4 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 1 800,00 € TTC sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 17/665/D

Approbation d'une convention avec l'Université d'Artois - FCU Artois relative à l'action de formation "VAE Master Génie Civil - parcours bâtiment, infrastructures, voiries et réseaux divers - Niveau I.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants;
- La loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 8 et 25 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation d'un agent de la Métropole exerçant ses fonctions au sein du service Voirie et Réseaux du Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une convention de formation professionnelle avec la formation continue à l'Université (FCU) – Université d'Artois relative à l'action de formation intitulée «VAE Master génie civil - parcours bâtiment, infrastructures, voiries et réseaux divers – niveau I» est nécessaire ;
- Que les objectifs de cette action sont l'acquisition du diplôme de Master Génie Civil - parcours bâtiment, infrastructures, voiries et réseaux divers de niveau I ;
- Qu'au regard du catalogue 2017 proposé par les organismes de formation, seul ce dernier est susceptible de répondre aux besoins recensés pour des raisons techniques eu égard à l'accompagnement nécessaire ;

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Janvier 2018

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et « la formation continue à l'Université (FCU) – Université d'Artois » relative à l'action de formation intitulée « VAE Master génie civil parcours bâtiment, infrastructures, voiries et réseaux divers – niveau I ».

Article 2 :

Est approuvée la participation d'un agent du service Voirie et Réseaux à cette formation, d'une durée de 12 heures (accompagnement et jury de validation) durant l'année scolaire 2017-2018 et se déroulant à Arras (Accompagnement) et Béthune (Jury de validation), jusqu'à l'obtention du diplôme.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant de 1 861,10 € TTC sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président
Ancien Ministre
Vice-Président honoraire du Sénat
Maire de Marseille

Décision n° 17/740/D

Convention de location de divers locaux avec terrain.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l’élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d’un bâtiment à usage d’activité situé sur la commune de Gemenos lieu-dit « Les Négadis Nord ».
- Que la société Scop TI représentée par son Président, Gérard Cazorla désire disposer du bâtiment pour le développement de l’entreprise.

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée à titre onéreux, l’utilisation :

d’un bâtiment à usages d’activités, locaux sociaux, bureaux et services d’une surface développée de 9 326 m² Shon environ, sis sur une parcelle de terrain de 16 664 m² environ, situé à Gémenos (Bouches du Rhône) inclus dans le périmètre de la zone d’entreprise de la Plaine de Jouques.

Sur un terrain de 2 967 m² environ cadastré section AZ numéros 48 et 49, sur la commune de Gémenos, avenue de Garlaban, lot 12 de la ZAC de la plaine de Jouques, un bâtiment à usage de stockage auquel est adjoint un local administratif en rez-de-chaussée, d'une superficie totale de 1513 m².

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle et accordée à titre dérogatoire. Un bail ci-joint est passé pour une durée de un an à compter du 3 juillet 2017.

Article 3 :

Le bénéficiaire devra contracter toutes les polices d'assurances nécessaires concernant les lots sus visé.

Article 4 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence – sous-politique B330 – service 900 000 – nature 752.

Article 5 :

Monsieur Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 17/741/D

Décision de création d'une régie d'avances achats de cartes grises

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 19 décembre 2017.

CONSIDÉRANT

La nécessité de créer une régie d'avances achats de carte grise ouverte auprès de la Direction des Moyens Généraux et Logistique de la Métropole Aix-Marseille-Provence

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction des Moyens Généraux et Logistique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie d'avances pour l'achats de carte grise pour le paiement des dépenses suivantes :

- Carte grise

Les dépenses de la régie d'avances achats de carte grise s'impacteront sur le Budget Principal Métropole.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

LesDocks, Atrium10.8
10 place de la Joliette, 13002 Marseille

Article 3 :

Les dépenses désignées à l'article 1 seront réglées par Carte Bancaire.

Article 4 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur titulaire est fixé à 20 000€.

Article 5 :

Un compte de dépôt de fonds au Trésor est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du comptable public assignataire.

Article 6 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des dépenses payées au moins une fois par mois.

Article 7:

Le régisseur titulaire est assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 8 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, selon la réglementation en vigueur.

Article 9 :

Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité fixée, après avis de Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole d'Aix-Marseille Provence, pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 10 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Janvier 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 17/742/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Sophie Sémériva pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Salah Nasri .

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1701046-7 déposée par Monsieur Salah Nasri devant le Tribunal Administratif de Marseille le 13 février 2017 demandant l'annulation de l'arrêté de radiation des cadres pris à son encontre le 13 décembre 2016 ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1701046-7 et d'être représenté dans cette affaire par Maître Sophie Sémériva, 2 Place de la Corderie 13007 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Sémériva, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Janvier 2018

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 17/743/D

Décision d'estimer en justice. Désignation du Cabinet Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les affaires qui l'opposent à Monsieur Jean-Paul.Mazziotti

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête déposée par Monsieur Jean-Paul Mazziotti devant le Tribunal Administratif de Marseille le 29 mars 2017 (n° 1702299-7) demandant l'annulation de la décision du 30 janvier 2017, prise par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'accident de service du 1er septembre 2014 et à son placement en congé de maladie ordinaire à compter du 16 janvier 2016 ;
- La requête déposée par Monsieur Jean-Paul Mazziotti devant le Tribunal Administratif de Marseille le 29 mars 2017 (n° 1702327-0) demandant la désignation d'un expert médical afin de déterminer l'étendue des préjudices subis à la suite de son accident de service ;
- La requête déposée par Monsieur Jean-Paul Mazziotti devant le Tribunal Administratif de Marseille le 29 mars 2017 (n° 1702300-7) demandant l'annulation de l'arrêté n° DRH 2017-00270-CT1 du 30 janvier 2017 relatif à la prolongation du congé longue maladie pour 3 mois soit jusqu'au 24 avril 2017 ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représenté dans ces affaires par la SCP Vedesi, Cabinet d'avocats, 28 rue d'Enghien 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Vedesi, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 17/744/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Sophie Sémériva pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Pierre Rémy

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1609224-7 déposée par Monsieur Pierre Rémy devant le Tribunal Administratif de Marseille le 23 novembre 2016 demandant l'annulation de la décision du 14 septembre 2016 par laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence a rejeté sa demande de versement rétroactif de la NBI pour la période allant du 1^{er} octobre 2013 au 12 juillet 2016 ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1609224-7 et d'être représenté dans cette affaire par Maître Sophie Sémériva, 2 Place de la Corderie 13007 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Sémériva, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 17/745/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Christian Journo

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête déposée par Monsieur Christian Journo devant le Tribunal Administratif de Marseille le 22 février 2017 (n° 1701304-7) demandant l'annulation de la décision du 20 octobre 2016, prise par délégation du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence rejetant son recours gracieux concernant son aptitude à reprendre ses fonctions sur un poste de conducteur de poids lourd le 28 novembre 2016 et de la décision du 20 décembre 2016 suspendant son traitement à compter du 28 novembre 2016 pour service non fait ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1701304-7 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Vedesi, Cabinet d'avocats, 28 rue d'Enghien 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Vedesi, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 17/746/D

Décision d'estimer en justice. Désignation de Maître Sophie Sémériva pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Ludovic Piffaretti .

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1701452-7 déposée par Monsieur Ludovic Piffaretti devant le Tribunal Administratif de Marseille le 1^{er} mars 2017 demandant l'indemnisation des préjudices subis du fait de la décision de révocation prise à son encontre le 29 octobre 2012 et ayant fait l'objet d'une annulation par un arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 14 mai 2014 ;

DECIDE

Article 1 :

D'estimer en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1701452-7 et d'être représenté dans cette affaire par Maître Sophie Sémériva, 2 Place de la Corderie 13007 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Sémériva, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Janvier 2018

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 17/747/D

Décision d'estimer en justice. Désignation du Cabinet Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Christian Deveaux

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête présentée par Monsieur Christian Deveaux devant le Tribunal Administratif de Marseille et enregistrée le 24 mars 2017 (n° 1702171-1) demandant l'annulation de la décision d'affectation du 7 octobre 2016 ;

DECIDE

Article 1 :

D'estimer en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1702171-1 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Vedesi, Cabinet d'avocats, 28 rue d'Enghien 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Vedesi, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Janvier 2018

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 17/748/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Riadh Dehane

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête présentée par Monsieur Riadh Dehane devant le Tribunal Administratif de Marseille et enregistrée le 9 novembre 2017 (n° 1708974-1) demandant l'annulation de la décision du 5 septembre 2017 portant rejet de son recours gracieux suite au non renouvellement de son contrat de travail à durée déterminée ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1708974-1 et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Vedesi, Cabinet d'avocats, 28 rue d' Enghien 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Vedesi, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 17/749/D

Approbation d'une convention d'occupation temporaire à titre onéreux du terrain sis à Fos-sur-Mer au chemin du Chaland et cadastré section AS n° 61, au bénéfice de la société Orange, dans le cadre de l'exploitation d'un relais de radiocommunication.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.2122-11 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 655/16 de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation de la convention d'occupation temporaire à titre onéreux d'une durée d'un an, au bénéfice de la société Orange France pour l'exploitation de ses équipements techniques implantés sur le terrain cadastré section AS n° 61 sis chemin du chaland à Fos-sur-Mer ;

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de son activité d'opérateur de téléphonie mobile, la société Orange a installé, exploité et entretenu une station relais sur un terrain sis à Fos-sur-Mer au chemin du chaland, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en vertu d'une convention d'occupation temporaire consentie par la Métropole, laquelle arrive à échéance ;

- Que la société Orange a fait part de son souhait de disposer d'une période de mise à disposition supplémentaire dans le cadre de sa recherche d'un emplacement de substitution qui réponde à ses besoins de couverture de réseau ainsi qu'aux exigences environnementales et urbanistiques du secteur ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est favorable à la prolongation de la durée d'occupation du site actuel jusqu'au 30 juin 2018 afin de permettre à la société Orange de rechercher un nouveau site d'implantation pour ses équipements techniques ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire à titre onéreux du terrain sis à Fos-sur-Mer, chemin du chaland, cadastré section AS n° 61, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au bénéfice de la société Orange dans le cadre de l'exploitation d'un relais de radiocommunication.

Article 2 :

La présente convention est conclue jusqu'au 30 juin 2018 sans possibilité de reconduction au-delà de ce terme.

Article 3 :

La présente convention est conclue à titre onéreux moyennant le paiement d'une redevance semestrielle de 4 500,00 euros HorsTaxe.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole, chapitre 75, nature 7083.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 17/750/D

Modification de la décision n° 17/282/D du 3 juillet 2017 relative à l'autorisation de payer une redevance domaniale pour l'occupation d'un terrain de la base aérienne 125 d'Istres par la station de pompage Fanfarigoule et ses canalisations d'alimentation en eau potable. Modification du montant de la redevance.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la propriété des personnes publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection à Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n° 17/282/D du 3 juillet 2017 du Président de la Métropole portant engagement de payer une redevance pour l'occupation temporaire du domaine au bénéfice de la Métropole pour l'utilisation de la station de pompage de la Fanfarigoule et des canalisations d'alimentation en eau potable à Fos-sur-Mer du domaine de la base aérienne 125 ;

CONSIDÉRANT

- Que le service d'infrastructure de la défense de la Base Aérienne 125 à Istres a informé la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une modification du montant de la redevance domaniale due au titre de l'occupation d'un terrain de la Base Aérienne 125 pour l'implantation de la station de pompage de la Fanfarigoule et de ses canalisations d'alimentation en eau potable ;

DECIDE

Article 1 :

Est modifiée la décision n° 17/282/D du 3 juillet 2017 relative à l'engagement de payer une redevance domaniale due au titre de l'occupation temporaire du domaine de la base aérienne 125, au bénéfice de la Métropole, dans le cadre de l'utilisation de la station de pompage de la Fanfarigoule et de ses canalisations d'alimentation en eau potable.

Article 2 :

Est approuvé le nouveau montant de la redevance domaniale fixé à 4 935 €.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe eau potable du Territoire Istres-Ouest Provence, chapitre 011, nature 6137.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 17/751/D

Approbation d'une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable relative à la mise à disposition de locaux à usage de bureaux situés boulevard Déthéz à Istres et avenue Jean Jaurès à Fos-sur-Mer, au bénéfice de l'association Emploi Relais Service.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.2122-11 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit au SAN Ouest Provence dans la continuation des décisions qu'il a actées ainsi que dans ses droits et obligations au regard de la gestion des baux et conventions d'occupation domaniale en cours ;
- Que l'association Emploi Relais Service bénéficie d'une mise à disposition des locaux sis immeubles boulevard Déthéz à Istres et avenue Jean Jaurès à Fos-sur-Mer, en vertu d'une convention arrivant à expiration le 14 janvier 2018 ;
- Que l'association Emploi Relais Service a formulé par courrier du 2 septembre 2017 une demande de renouvellement d'occupation desdits immeubles à usage de bureaux pour une nouvelle période de cinq ans ;

Reçu au Contrôle de légalité le 5 Janvier 2018

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est favorable à cette reconduction, et que cette mise à disposition doit être formalisée par une nouvelle convention ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable de locaux à usage de bureaux situés boulevard Déthéz à Istres et avenue Jean Jaurès à Fos-sur-Mer, au bénéfice de l'association ERS représentée par sa présidente, madame Catherine Quet.

Article 2 :

La présente convention est consentie pour une durée d'un an reconductible dans la limite de quatre périodes.

Article 3 :

La présente convention est conclue moyennant le versement d'une redevance mensuelle de 594,19 € net répartie de la manière suivante :

- locaux ERS Istres pour un montant de 555,11 €,
- locaux ERS Fos-sur-Mer pour un montant de 39,08 €.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée au budget principal de la Métropole, chapitre 70, nature 752.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550234

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500264

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13074 Peyrolles-en-Provence

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

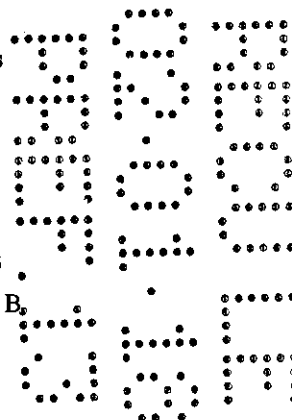
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B



Opération : Peyrolles - Les Rivaux - PLS
Lieu-dit Les Rivaux
13860 Peyrolles-en-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 9 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 9 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 9 logements PLS

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 22 DEC. 2017

**METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE**
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	37 741,00	3,18%	
Sous-total Subventions	37 741,00	3,18%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	319 500,00	26,92%	1,88%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	451 638,00	38,06%	1,88%
Sous-total Prêts	771 138,00	64,98%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	377 859,00	31,84%	
Sous-total Fonds Propres	377 859,00	31,84%	
Total du Financement (I + II + III)	1 186 738,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 186 738,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	9	539,15 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLS »	9	539,15 m²
--	---	-----------

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 9

Assiette : 0,00 €

Surface utile	539,15 m²
SUBVENTION	0,00 €
Taux moyen de subvention	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

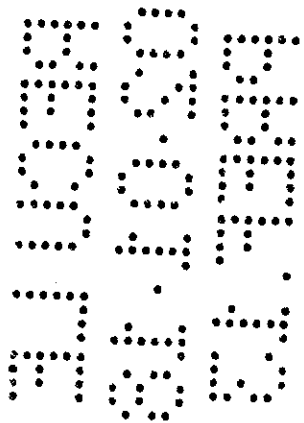
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	332 123,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	774 955,00 €
Prestations intellectuelles et frais	14 143,00 €
Prix de revient H.T.	1 121 221,00 €
Montant de la TVA	65 517,00 €
Prix de revient TTC	1 186 738,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 201,13 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550193

N° SIREN du maître d'ouvrage
307502831

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle
CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500224

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13001 Aix-en-Provence

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : CLOS DES TILLEULS - ULS
Acquisition en ULS de 14 logements PLS
1220 rte d'éguiilles
13090 Aix-en-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 14 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 14 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 14 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n° SIREN : 307502831).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

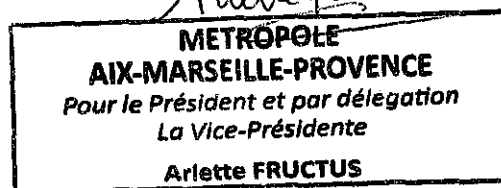
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 22 DEC. 2017
Arlette Fructus



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	416 800,00	36,96%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	710 758,00	63,04%	1,86%
Sous-total Prêts	1 127 558,00	100,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	1 127 558,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 127 558,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

14

1 036,85 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

14

1 036,85 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 14

Assiette : 0,00 €

Surface utile : 1 036,85 m²
SUBVENTION : 0,00 €
Taux moyen de subvention : 0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

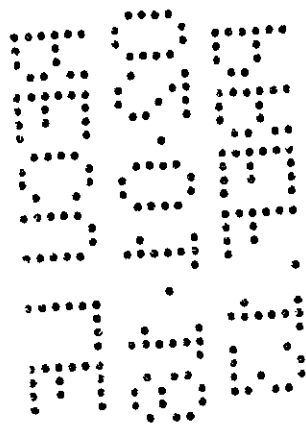
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	368 417,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	684 202,00 €
Prestations intellectuelles et frais	17 117,00 €
Prix de revient H.T.	1 069 736,00 €
Montant de la TVA	57 822,00 €
Prix de revient TTC	1 127 558,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 087,48 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



17 / 7 5 4 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550216

N° SIREN du maître d'ouvrage
307502831

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle
CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500223

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13001 Aix-en-Provence

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : BOUENHOURE - PLS
450 che de bouenhoure
13090 Aix-en-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n° SIREN : 307502831).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 22 DEC. 2017



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	27 607,00	3,17%	
Sous-total Subventions	27 607,00	3,17%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	257 013,00	29,49%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	466 789,00	53,57%	1,86%
1%.	120 000,00	13,77%	
Sous-total Prêts	843 802,00	96,83%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	871 409,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	871 409,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	390,12 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »		390,12 m²
TOTAL DE LA DECISION		
Nombre de logements : 6	Surface utile :	390,12 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

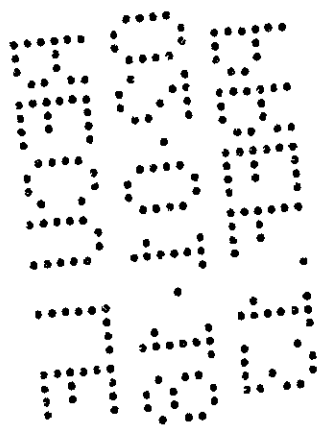
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	287 286,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	533 530,00 €
Prestations intellectuelles et frais	6 000,00 €
Prix de revient H.T.	826 816,00 €
Montant de la TVA	44 593,00 €
Prix de revient TTC	871 409,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 233,69 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



17 / 7 5 5 / D 1

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2017130550214

N° SIREN du maître d'ouvrage

782678882

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500297

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13118 Coudoux

Exercice

2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération :

Villas Victoria

Avenue Frederic Mistral

13111 Coudoux

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 9 logement(s) locatif(s) sociaux dont 9 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLUS
- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 29400.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

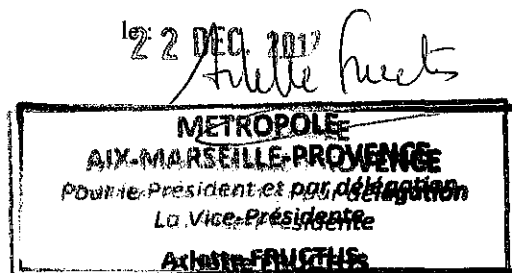
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLUS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	5,39%
Subvention EPCI	42 228,00	7,74%
Sous-total Subventions	71 628,00	13,14%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	142 102,00	26,06%
Prêt CDC logement	238 080,00	43,66%
Sous-total Prêts	380 182,00	69,72%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	93 493,00	17,15%
Sous-total Fonds Propres	93 493,00	17,15%
Total du Financement (I + II + III)	545 303,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	66 010,00	6,48%
Sous-total Subventions	66 010,00	6,48%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	285 599,00	28,05%
Prêt CDC logement	478 495,00	47,00%
Sous-total Prêts	764 094,00	75,06%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	187 903,00	18,46%
Sous-total Fonds Propres	187 903,00	18,46%
Total du Financement (I + II + III)	1 018 007,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	1,88%
Subvention EPCI	108 238,00	6,92%
Sous-total Subventions	137 638,00	8,80%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	716 575,00	45,84%
Prêt CDC foncier	427 701,00	27,36%
Sous-total Prêts	1 144 276,00	73,20%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	281 396,00	18,00%
Sous-total Fonds Propres	281 396,00	18,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 563 310,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 563 310,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 141 378,46 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	6	471,50 m ²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	6	471,50 m ²
Assiette *	:	762 158,26 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	3	234,60 m ²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	3	234,60 m ²
Assiette *	:	379 220,20 €
Taux de subvention	:	7,75 %
SUBVENTION	:	29 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 9	Surface utile :	706,10 m ²
Assiette : 1 141 378,46 €	SUBVENTION :	29 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,58 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 29 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	444 543,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	889 087,00 €
Prestations intellectuelles et frais	148 181,00 €
Prix de revient H.T.	1 481 811,00 €
Montant de la TVA	81 499,00 €
Prix de revient TTC	1 563 310,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 214,01 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

17 / 7 5 6 / D 1

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550240

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500265

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13051 Lançon-Provence

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : LANCON - Les jardins de Mathilde - PLS
Croix de Pelissanne
13680 Lançon

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 5 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 5 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 5 logements PLS

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

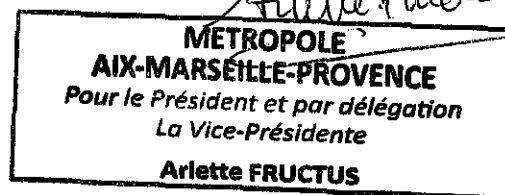
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

22 DEC. 2017

le :



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	254 829,00	27,82%	1,88%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	405 169,00	44,23%	1,88%
Sous-total Prêts	659 998,00	72,04%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	256 134,00	27,96%	
Sous-total Fonds Propres	256 134,00	27,96%	
Total du Financement (I + II + III)	916 132,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	916 132,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	391,00 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	5	391,00 m²
TOTAL DE LA DECISION		
Nombre de logements : 5	Surface utile :	391,00 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

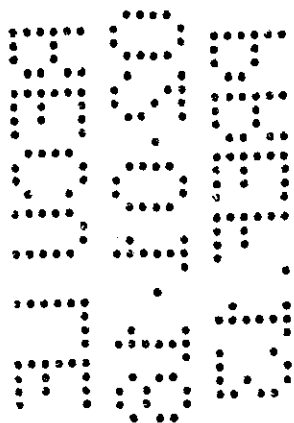
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	256 385,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	598 232,00 €
Prestations intellectuelles et frais	10 933,00 €
Prix de revient H.T.	865 550,00 €
Montant de la TVA	50 582,00 €
Prix de revient TTC	916 132,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 343,05 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.





17/757/D

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
 2017130550239

N° SIREN du maître d'ouvrage
 662620079

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
 GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
 20171305500225

Nature de l'opération
 Neuf

Commune (Insee)
 13112 Velaux

Exercice
 2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : VELAUX - Le Domaine de Louise - PLS
 avenue Louise Collet
 13880 Velaux

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 4 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLS

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 22 DEC. 2017

Arlotte Fructus



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	191 434,00	30,37%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	208 057,00	33,01%	1,86%
Sous-total Prêts	399 491,00	63,39%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	230 746,00	36,61%	
Sous-total Fonds Propres	230 746,00	36,61%	
Total du Financement (I + II + III)	630 237,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	630 237,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	280,75 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	4	280,75 m²
TOTAL DE LA DECISION		
Nombre de logements : 4	Surface utile	280,75 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION	0,00 €
	Taux moyen de subvention	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

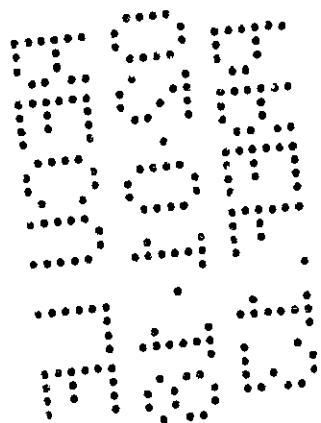
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	205 811,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	382 221,00 €
Prestations intellectuelles et frais	7 431,00 €
Prix de revient H.T.	595 463,00 €
Montant de la TVA	34 774,00 €
Prix de revient TTC	630 237,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 244,83 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



17 / 7 5 8 / 0 3

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550130

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500226

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13112 Velaux

Exercice
2017

Nature des logements :

Logements ordinaires :

Type de bénéficiaire :

Ménages

Zone de prix :

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : VELAUX - Le Domaine de Louise
avenue Louise Collet
13880 Velaux

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 18 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 18 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 13 logements PLUS
- 5 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 49000.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

22 DEC. 2017
le :

Arlotte Fructus
**METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE**
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlotte FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 000,00	4,39%
Subvention Département	0,00	0,00%
Subvention EPCI	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	49 000,00	4,39%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	704 074,00	63,04%
Prêt CDC logement	363 831,00	32,57%
Sous-total Prêts	1 067 905,00	95,61%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 116 905,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	90 000,00	5,60%
Subvention EPCI	16 000,00	1,00%
Sous-total Subventions	106 000,00	6,59%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	207 672,00	12,91%
Prêt CDC logement	1 293 626,00	80,48%
Sous-total Prêts	1 501 298,00	93,41%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 607 298,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	90 000,00	3,30%
Subvention Etat	49 000,00	1,80%
Subvention EPCI	16 000,00	0,59%
Sous-total Subventions	155 000,00	5,69%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 657 457,00	60,84%
Prêt CDC foncier	911 746,00	33,47%
Sous-total Prêts	2 569 203,00	94,31%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	2 724 203,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 724 203,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 807 086,43 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	13	928,44 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	13	928,44 m²
Assiette *	:	1 394 899,63 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	274,35 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	274,35 m²
Assiette *	:	412 186,80 €
Taux de subvention	:	11,89 %
SUBVENTION	:	49 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18	Surface utile :	1 202,79 m²
Assiette : 1 807 086,43 €	SUBVENTION :	49 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,71 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 49 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	889 441,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 651 818,00 €
Prestations intellectuelles et frais	32 529,00 €
Prix de revient H.T.	2 573 788,00 €
Montant de la TVA	150 415,00 €
Prix de revient TTC	2 724 203,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 264,90 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550088

N° SIREN du maître d'ouvrage
782855696

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe

BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500242

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13063 Miramas

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : MIRAMAS A
Avenue Adrien Mazet
13140 Miramas

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 38 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 38 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 38 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : 13 HABITAT (n° SIREN : 782855696).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

22 DEC. 2017
le :

Arlette Fructus
**METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS**

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention Département	471 237,00	7,89%	
Sous-total Subventions	471 237,00	7,89%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	1 284 559,00	21,52%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	4 213 210,00	70,58%	1,86%
Sous-total Prêts	5 497 769,00	92,11%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	5 969 006,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	5 969 006,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	38	2 903,18 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	38	2 903,18 m²
TOTAL DE LA DECISION		
Nombre de logements : 38	Surface utile :	2 903,18 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

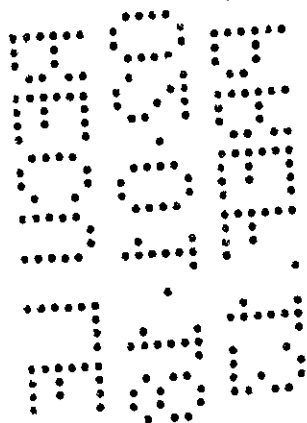
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 321 956,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 662 989,00 €
Prestations intellectuelles et frais	672 880,00 €
Prix de revient H.T.	5 657 825,00 €
Montant de la TVA	311 181,00 €
Prix de revient TTC	5 969 006,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 056,02 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



17/760/D3

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550087

N° SIREN du maître d'ouvrage

782855696

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe

BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500241

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13063 Miramas

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2017

Opération :

MIRAMAS A

Avenue Adrien Mazet

13140 Miramas

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 22 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 22 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 22 logements PLUS

au bénéficiaire désigné : 13 HABITAT (n° SIREN : 782855696).

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

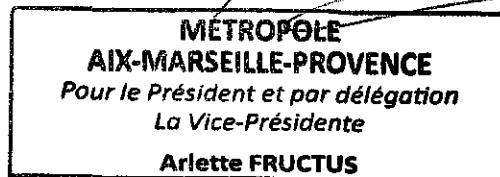
ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

22 DEC. 2017

Fait à MARSEILLE

le :

Arlette Fructus



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	506 698,00	15,00%
Sous-total Subventions	506 698,00	15,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 876 782,00	55,56%
Prêt CDC logement	673 599,00	19,94%
Sous-total Prêts	2 550 381,00	75,50%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	320 908,00	9,50%
Sous-total Fonds Propres	320 908,00	9,50%
Total du Financement (I + II + III)	3 377 987,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 377 987,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 747 235,80 €

Aide : **PLUS**

Logements « Collectif »	22	Surface utile	1 640,82 m²
Logements « Individuel »			
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	22	1 640,82 m²	
Assiette *			2 747 235,80 €
Taux de subvention			0,00 %
SUBVENTION			0,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 22	Surface utile :	1 640,82 m²
Assiette : 2 747 235,80 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	751 155,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 070 429,00 €
Prestations intellectuelles et frais	380 299,00 €
Prix de revient H.T.	3 201 883,00 €
Montant de la TVA	176 104,00 €

Prix de revient TTC

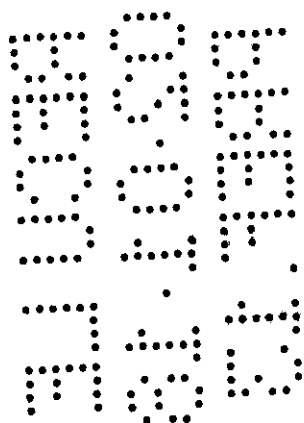
3 377 987,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 058,72 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
 POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
 2017130550126

N° SIREN du maître d'ouvrage
 775690944

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Décisionnaire
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
 20171305500271

Nature de l'opération
 Neuf

Commune (Insee)
 13056 Martigues

Exercice
 2017

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : VEFA Martigues 12 logements
 avenue Louis Aragon
 13500 Martigues

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 9 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 9 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLUS

- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE (n° SIREN : 775690944).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 29400.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

22 DEC. 2017
le : *Arlette Fructus*

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
1%.	60 000,00	8,08%
Prêt CDC logement	534 235,00	71,92%
Sous-total Prêts	594 235,00	80,00%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	148 559,00	20,00%
Sous-total Fonds Propres	148 559,00	20,00%
Total du Financement (I + II + III)	742 794,00	

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	7,26%
Sous-total Subventions	29 400,00	7,26%
II - Partie Prêts		
1%.	0,00	0,00%
Prêt CDC logement	294 678,00	72,74%
Sous-total Prêts	294 678,00	72,74%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	81 020,00	20,00%
Sous-total Fonds Propres	81 020,00	20,00%
Total du Financement (I + II + III)	405 098,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	2,56%
Sous-total Subventions	29 400,00	2,56%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	828 913,00	72,21%
1%.	60 000,00	5,23%
Sous-total Prêts	888 913,00	77,44%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	229 579,00	20,00%
Sous-total Fonds Propres	229 579,00	20,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 147 892,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 147 892,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 947 966,65 €

Décision No : 20171305500271

Aide : PLUS		
Logements « Collectif »	Nombre de logements	Surface utile
	6	355,96 m ²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	6	355,96 m ²
Assiette *	:	624 712,04 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I		
Logements « Collectif »	Nombre de logements	Surface utile
	3	184,19 m ²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	3	184,19 m ²
Assiette *	:	323 254,61 €
Taux de subvention	:	9,09 %
SUBVENTION	:	29 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 9	Surface utile :	540,15 m ²
Assiette : 947 966,65 €	SUBVENTION :	29 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,10 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	29 400,00 €
--------------	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	319 111,65 €
Coût du bâtiment ou des travaux	744 593,86 €
Prestations intellectuelles et frais	
Prix de revient H.T.	1 063 705,51 €
Montant de la TVA	84 186,49 €
Prix de revient TTC	1 147 892,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 125,14 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

17 / 7 62 / 03

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550238

N° SIREN du maître d'ouvrage
775690944

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500270

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13056 Martigues

Exercice
2017

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" - Zone 2
Zonage "ABC" - Zone A

Opération :
figuerolles-PLS
avenue Louis Aragon
13500 Martigues

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 3 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLS

au bénéficiaire désigné : I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE (n° SIREN : 775690944).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

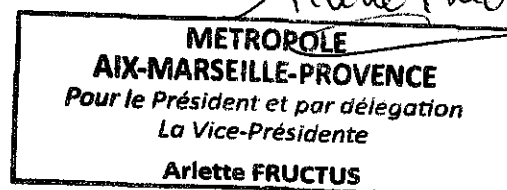
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

22 DEC. 2017
le : *Arlette Fructus*



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	178 969,00	47,89%	1,86%
Prêts PEEC	120 000,00	32,11%	
Sous-total Prêts	298 969,00	80,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	74 743,00	20,00%	
Sous-total Fonds Propres	74 743,00	20,00%	
Total du Financement (I + II + III)	373 712,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	373 712,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	180,19 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	3	180,19 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3	Surface utile :	180,19 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

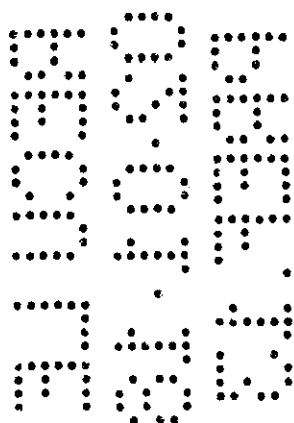
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	103 888,95 €
Coût du bâtiment ou des travaux	242 407,54 €
Prestations intellectuelles et frais	
Prix de revient H.T.	346 296,49 €
Montant de la TVA	27 415,51 €
Prix de revient TTC	373 712,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 073,99 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550113

N° SIREN du maître d'ouvrage
307502831

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle
CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500285
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13110 Trets

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : Avenue St Zacharie
36 av de saint-zacharie
13530 Trets

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 12 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 12 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 12 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n° SIREN : 307502831).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 117600.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

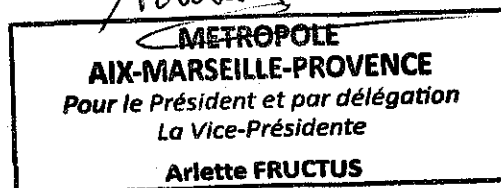
ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

22 nov 2017

Arlette Fructus



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	117 600,00	5,85%
Subvention Département	180 000,00	8,96%
Subvention EPCI	140 828,00	7,01%
Autres	78 200,00	3,89%
Sous-total Subventions	516 628,00	25,71%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	542 649,00	27,00%
Prêt CDC foncier	480 396,00	23,90%
Sous-total Prêts	1 023 045,00	50,91%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	470 000,00	23,39%
Sous-total Fonds Propres	470 000,00	23,39%
Total du Financement (I + II + III)	2 009 673,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 009 673,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 101 430,35 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	12	782,38 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »		782,38 m²
Assiette *		1 101 430,35 €
Taux de subvention		10,68 %
SUBVENTION		117 600,00 €
TOTAL DE LA DECISION		
Nombre de logements : 12	Surface utile :	782,38 m²
Assiette : 1 101 430,35 €	SUBVENTION :	117 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	10,68 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 117 600,00 €

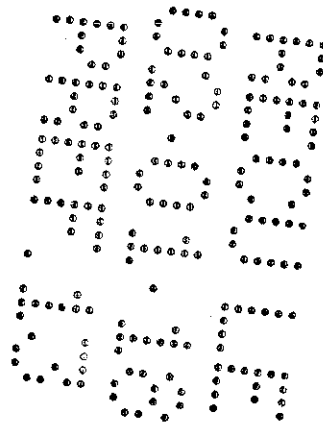
II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	612 914,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 078 861,00 €
Prestations intellectuelles et frais	213 129,00 €
Décision No : 20171305500285	Page : 3/4

Prix de revient H.T.	1 904 904,00 €
Montant de la TVA	104 769,00 €
Prix de revient TTC	2 009 673,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 568,67 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550224

N° SIREN du maître d'ouvrage

966802381

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Logeo Méditerranée

72 av de toulon

BP 89

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500306

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

84089 Pertuis

Exercice

2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération :

Pertuis - Ilot Trouillet Verdun

12 logements PLUS - PLAI

Ilot Trouillet - Verdun

84120 Pertuis

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 12 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 12 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLUS
- 4 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : Logeo Méditerranée (n° SIREN : 966802381).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39200.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

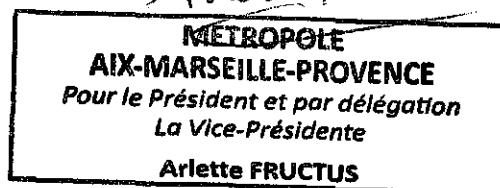
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

22 DEC. 2017
le : *Arlette Fructus*



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	6,96%
Subvention EPCI	69 541,00	12,35%
Ville	45 109,00	8,01%
Sous-total Subventions	153 850,00	27,32%
II - Partie Prêts		
1%.	45 109,00	8,01%
Prêt CDC logement	213 140,00	37,85%
Prêt CDC foncier	73 631,00	13,08%
Sous-total Prêts	331 880,00	58,94%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	77 330,00	13,73%
Sous-total Fonds Propres	77 330,00	13,73%
Total du Financement (I + II + III)	563 060,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	123 304,00	11,75%
Ville	94 891,00	9,04%
Sous-total Subventions	218 195,00	20,79%
II - Partie Prêts		
1%.	94 891,00	9,04%
Prêt CDC logement	426 281,00	40,63%
Prêt CDC foncier	147 261,00	14,03%
Sous-total Prêts	668 433,00	63,70%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	162 670,00	15,50%
Sous-total Fonds Propres	162 670,00	15,50%
Total du Financement (I + II + III)	1 049 298,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Ville	140 000,00	8,68%
Subvention Etat	39 200,00	2,43%
Subvention EPCI	192 845,00	11,96%
Sous-total Subventions	372 045,00	23,07%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	639 421,00	39,66%
Prêt CDC foncier	220 892,00	13,70%
1%.	140 000,00	8,68%

Sous-total Prêts	1 000 313,00	62,04%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	240 000,00	14,89%
Sous-total Fonds Propres	240 000,00	14,89%
Total du Financement (I + II + III)	1 612 358,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 612 358,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 230 545,81 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	510,52 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	8	510,52 m²
Assiette *	:	834 054,58 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	242,69 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	242,69 m²
Assiette *	:	396 491,23 €
Taux de subvention	:	9,89 %
SUBVENTION	:	39 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements	12	Surface utile	753,21 m²
Assiette : 1 230 545,81 €		SUBVENTION	39 200,00 €
		Taux moyen de subvention	3,19 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

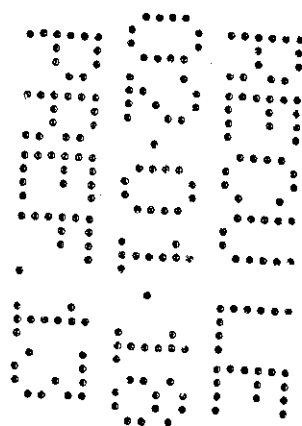
SUBVENTION : 39 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	355 850,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	955 494,00 €
Prestations intellectuelles et frais	216 958,00 €
Prix de revient H.T.	1 528 302,00 €
Montant de la TVA	84 056,00 €
Prix de revient TTC	1 612 358,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 140,65 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



17 / 7 6 5 / D 1

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550223

N° SIREN du maître d'ouvrage

966802381

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Logeo Méditerranée

72 av de toulon

BP 89

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500305

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

84089 Pertuis

Nature des logements

Logements ordinaires

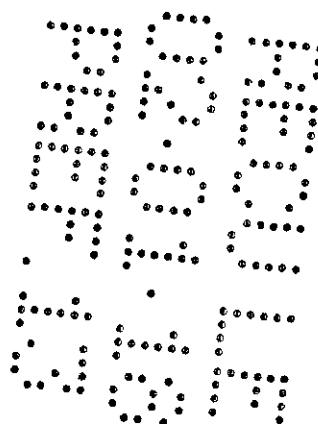
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B



Exercice

2017

Opération : Pertuis - Avenue de Verdun
8 logements PLUS-PLAI
Avenue de Verdun
84120 Pertuis

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 2 logements PLUS

- 6 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : Logeo Méditerranée (n° SIREN : 966802381).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 58800.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

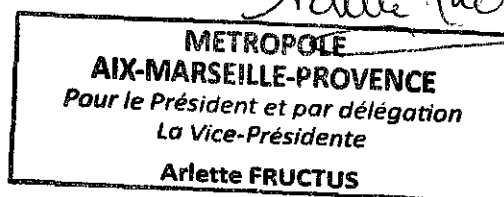
ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

22 DEC. 2017

Arlette Fructus



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

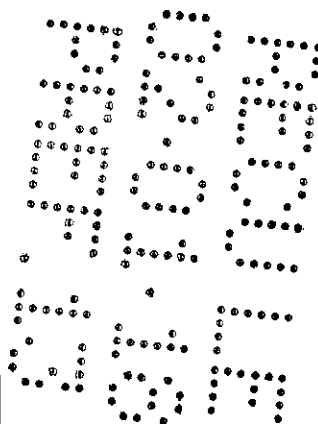
Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	58 800,00	8,28%
Subvention Région	18 768,00	2,64%
Subvention EPCI	87 825,00	12,37%
Sous-total Subventions	165 393,00	23,29%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	289 400,00	40,76%
Prêt CDC foncier	95 365,00	13,43%
1%.	48 668,00	6,85%
Sous-total Prêts	433 433,00	61,04%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	111 240,00	15,67%
Sous-total Fonds Propres	111 240,00	15,67%
Total du Financement (I + II + III)	710 066,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Région	8 227,00	3,44%
Subvention EPCI	32 450,00	13,58%
Sous-total Subventions	40 677,00	17,02%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	96 467,00	40,36%
Prêt CDC foncier	31 788,00	13,30%
1%.	21 332,00	8,92%
Sous-total Prêts	149 587,00	62,58%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	48 759,00	20,40%
Sous-total Fonds Propres	48 759,00	20,40%
Total du Financement (I + II + III)	239 023,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	58 800,00	6,20%
Subvention EPCI	120 275,00	12,67%
Subvention Région	26 995,00	2,84%
Sous-total Subventions	206 070,00	21,71%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	385 867,00	40,66%
Prêt CDC foncier	127 153,00	13,40%
1%.	70 000,00	7,38%



Sous-total Prêts	583 020,00	61,43%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	159 999,00	16,86%
Sous-total Fonds Propres	159 999,00	16,86%
Total du Financement (I + II + III)	949 089,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	949 089,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 745 342,55 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	134,40 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	2	134,40 m²
Assiette *	:	227 152,02 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	306,60 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	6	306,60 m²
Assiette *	:	518 190,53 €
Taux de subvention	:	11,35 %
SUBVENTION	:	58 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	441,00 m²
Assiette : 745 342,55 €	SUBVENTION :	58 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	7,89 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

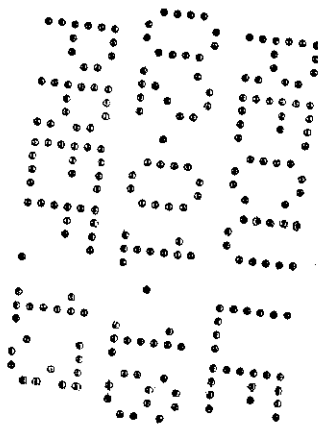
SUBVENTION : 58 800,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	165 273,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	592 305,00 €
Prestations intellectuelles et frais	139 259,00 €
Prix de revient H.T.	896 837,00 €
Montant de la TVA	52 252,00 €
Prix de revient TTC	949 089,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 152,13 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
 2017130550226

N° SIREN du maître d'ouvrage
 966802381

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Logeo Méditerranée

72 av de toulon

BP 89

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
 20171305500309

Nature de l'opération
 Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
 84089 Pertuis

Exercice
 2017

Nature des logements

Logements ordinaires

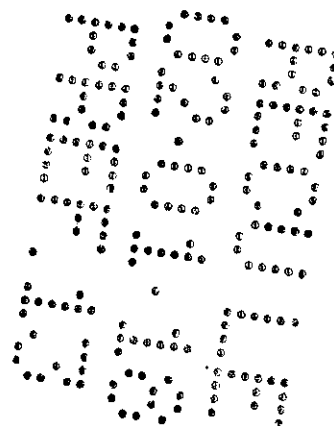
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B



Opération : Pertuis - Paul Arène
 2 logements PLUS en acquisition amélioration
 rue Paul Arène
 84120 Pertuis

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 2 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 2 logements PLUS

au bénéficiaire désigné : Logeo Méditerranée (n° SIREN : 966802381).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 6800.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non-réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

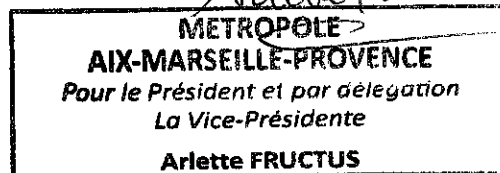
ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

22 DEC. 2017

Arlette Fructus



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	6 800,00	2,35%
Subvention Région	10 000,00	3,46%
Subvention EPCI	43 390,00	15,00%
Sous-total Subventions	60 190,00	20,81%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	114 804,00	39,69%
Prêt CDC foncier	74 271,00	25,68%
Sous-total Prêts	189 075,00	65,36%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	40 000,00	13,83%
Sous-total Fonds Propres	40 000,00	13,83%
Total du Financement (I + II + III)	289 265,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	289 265,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 183 847,26 €

Aide : **PLUS**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2	109,32 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	2	109,32 m²
Assiette *	:	183 847,26 €
Taux de subvention	:	3,70 %
SUBVENTION	:	6 800,00 €
TOTAL DE LA DECISION :		
Nombre de logements : 2	Surface utile :	109,32 m²
Assiette : 183 847,26 €	SUBVENTION :	6 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,70 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 6 800,00 €

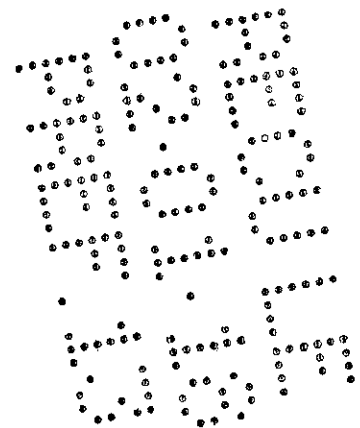
II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	113 565,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	115 870,00 €
Prestations intellectuelles et frais	44 751,00 €
Prix de revient H.T.	274 186,00 €
Décision No : 20171305500309	Page : 4/5

Montant de la TVA	15 079,00 €
Prix de revient TTC	289 265,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 646,04 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



17 / 7 67 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550159

N° SIREN du maître d'ouvrage
305918732

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

NEOLIA
NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches
CS 75267

25200 MONTBELIARD

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500299

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13041 Gardanne

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

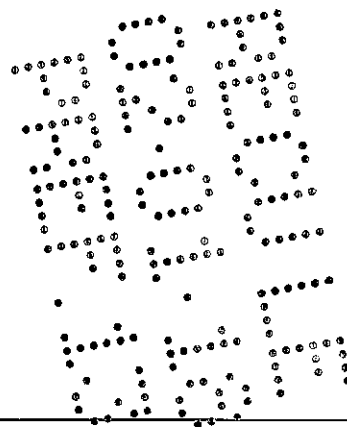
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération : N-GARDANNE Route de Mimet-VEFA 6 PLUS 6 PLAI
Route de Mimet
13120 GARDANNE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 12 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 12 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLUS

- 6 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : NEOLIA (n° SIREN : 305918732).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 58800.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessus.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

22 DEC. 2017

le :

MÉTROPOLE

AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Pour le Président et par délégation

La Vice-Présidente

Arlette FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	58 800,00	5,80%
Subvention EPCI	78 199,00	7,72%
Sous-total Subventions	136 999,00	13,52%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	424 234,00	41,86%
Prêt CDC foncier	286 209,00	28,24%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	70 000,00	6,91%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	780 443,00	77,01%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	96 040,00	9,48%
Sous-total Fonds Propres	96 040,00	9,48%
Total du Financement (I + II + III)	1 013 482,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	58 346,00	7,44%
Sous-total Subventions	58 346,00	7,44%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	199 021,00	25,38%
Prêt CDC foncier	274 559,00	35,02%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	0,00	0,00%
1%.	160 000,00	20,41%
Sous-total Prêts	633 580,00	80,81%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	92 130,00	11,75%
Sous-total Fonds Propres	92 130,00	11,75%
Total du Financement (I + II + III)	784 056,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	58 800,00	3,27%
Subvention EPCI	136 545,00	7,60%
Sous-total Subventions	195 345,00	10,87%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	623 255,00	34,67%
Prêt CDC foncier	560 768,00	31,20%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	70 000,00	3,89%
1%.	160 000,00	8,90%

Sous-total Prêts	1 414 023,00	78,66%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	188 170,00	10,47%
Sous-total Fonds Propres	188 170,00	10,47%
Total du Financement (I + II + III)	1 797 538,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 797 538,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 332 070,50 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	368,81 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	6	368,81 m²
Assiette *	:	652 197,65 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	384,46 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	6	384,46 m²
Assiette *	:	679 872,85 €
Taux de subvention	:	8,65 %
SUBVENTION	:	58 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12	Surface utile :	753,27 m²
Assiette : 1 332 070,50 €	SUBVENTION :	58 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,41 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

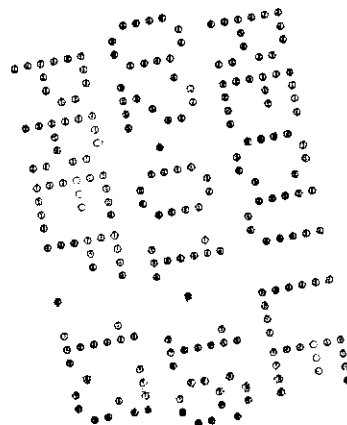
SUBVENTION :	58 800,00 €
---------------------	--------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	583 168,60 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 083 027,40 €
Prestations intellectuelles et frais	33 565,00 €
Prix de revient H.T.	1 699 761,00 €
Montant de la TVA	97 777,00 €
Prix de revient TTC	1 797 538,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 386,31 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550266

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500313

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13070 La Penne-sur-Huveaune

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : LA PENNE S/HUVEAUNE - LA PINEDE - pls
288 , BD VOLTAIRE
13821 LA PENNE SUR HUVEAUNE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 7 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 7 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 7 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

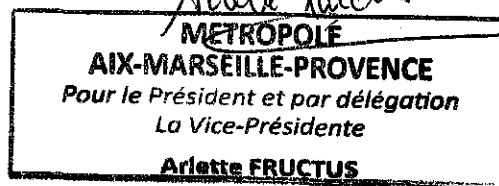
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

22 DEC. 2017
le : *Arlette Fructus*



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Conseil Général	36 000,00	2,85%	
Sous-total Subventions	36 000,00	2,85%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	429 253,00	34,00%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	328 210,00	26,00%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	164 610,00	13,04%	1,86%
1%.	80 000,00	6,34%	
Prêt PEEC remboursement IN FINE	35 000,00	2,77%	
Sous-total Prêts	1 037 073,00	82,15%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	189 365,00	15,00%	
Sous-total Fonds Propres	189 365,00	15,00%	
Total du Financement (I + II + III)	1 262 438,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 262 438,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	514,50 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	7	514,50 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 7

Assiette : 0,00 €

Surface utile : 514,50 m²
SUBVENTION : 0,00 €
Taux moyen de subvention : 0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	419 417,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	599 168,00 €
Prestations intellectuelles et frais	179 750,00 €
Prix de revient H.T.	1 198 335,00 €
Montant de la TVA	64 103,00 €

Prix de revient TTC

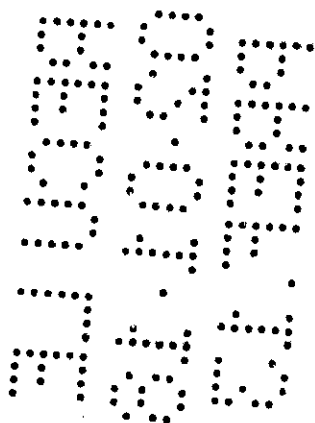
1 262 438,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 453,72 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



17/769/DJ

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550152

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500298

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13070 La Penne-sur-Huveaune

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire :

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : LA PENNE S/HUVEAUNE - LA PINEDE
288 , BD VOLTAIRE
13821 LA PENNE SUR HUVEAUNE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 30 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 30 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 21 logements PLUS

- 9 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 88200.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 22 DEC 2017

MÉTROPOLE

AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Pour le Président et par délégation

La Vice-Présidente

Arlette FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Conseil Général	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 221 797,00	35,08%
Prêt CDC logement	1 374 992,00	39,48%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	0,00	0,00%
1%.	360 000,00	10,34%
Sous-total Prêts	2 956 789,00	84,89%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	526 220,00	15,11%
Sous-total Fonds Propres	526 220,00	15,11%
Total du Financement (I + II + III)	3 483 009,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	88 200,00	5,77%
Conseil Général	36 000,00	2,36%
Sous-total Subventions	124 200,00	8,13%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	488 800,00	31,98%
Prêt CDC logement	550 088,00	35,99%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	140 000,00	9,16%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	1 178 888,00	77,12%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	225 523,00	14,75%
Sous-total Fonds Propres	225 523,00	14,75%
Total du Financement (I + II + III)	1 528 611,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Général	36 000,00	0,72%
Subvention Etat	88 200,00	1,76%
Sous-total Subventions	124 200,00	2,48%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 925 080,00	38,41%
Prêt CDC foncier	1 710 597,00	34,13%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	140 000,00	2,79%
1%.	360 000,00	7,18%

Sous-total Prêts	4 135 677,00	82,52%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	751 743,00	15,00%
Sous-total Fonds Propres	751 743,00	15,00%
Total du Financement (I + II + III)	5 011 620,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	5 011 620,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 432 805,06 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	21	1 513,50 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	21	1 513,50 m²
Assiette *	:	2 451 887,90 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	9	605,50 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	9	605,50 m²
Assiette *	:	980 917,16 €
Taux de subvention	:	8,99 %
SUBVENTION	:	88 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 30	Surface utile :	2 119,00 m²
Assiette : 3 432 805,06 €	SUBVENTION :	88 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,57 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

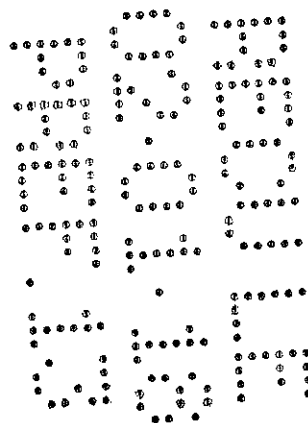
SUBVENTION :	88 200,00 €
---------------------	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 664 436,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 377 766,00 €
Prestations intellectuelles et frais	713 330,00 €
Prix de revient H.T.	4 755 532,00 €
Montant de la TVA	256 088,00 €
Prix de revient TTC	5 011 620,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 365,09 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



17/770/D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550016

N° SIREN du maître d'ouvrage
966802381

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Logeo Méditerranée

72 av de toulon
BP 89

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500286

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13014 Berre-l'Étang

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire :

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : BERRE L'ETANG LA BOETIE
OP MIXTE ACCESSION LOCATIF
94 allée des acacias
13130 Berre-l'Étang

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLUS
- 4 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : Logeo Méditerranée (n° SIREN : 966802381).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39200.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

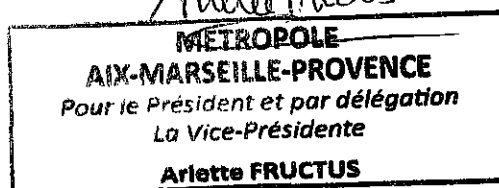
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

22 DEC. 2017
le : *Ariette Fructus*



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	212 148,00	43,88%
Prêt CDC foncier	154 697,00	32,00%
1%.	82 899,00	17,15%
Sous-total Prêts	449 744,00	93,02%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	33 738,00	6,98%
Sous-total Fonds Propres	33 738,00	6,98%
Total du Financement (I + II + III)	483 482,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	6,60%
Sous-total Subventions	39 200,00	6,60%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	301 942,00	50,87%
Prêt CDC foncier	143 879,00	24,24%
1%.	77 101,00	12,99%
Sous-total Prêts	522 922,00	88,11%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	31 378,00	5,29%
Sous-total Fonds Propres	31 378,00	5,29%
Total du Financement (I + II + III)	593 500,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	3,64%
Sous-total Subventions	39 200,00	3,64%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	514 090,00	47,73%
Prêt CDC foncier	298 576,00	27,72%
1%.	160 000,00	14,86%
Sous-total Prêts	972 666,00	90,31%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	65 116,00	6,05%
Sous-total Fonds Propres	65 116,00	6,05%
Total du Financement (I + II + III)	1 076 982,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 076 982,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 746 731,54 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	229,07 m ²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	4	229,07 m ²
Assiette *	:	386 894,49 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	213,05 m ²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	213,05 m ²
Assiette *	:	359 837,05 €
Taux de subvention	:	10,89 %
SUBVENTION	:	39 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	442,12 m ²
Assiette : 746 731,54 €	SUBVENTION :	39 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	5,25 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 39 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	313 363,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	589 353,00 €
Prestations intellectuelles et frais	118 120,00 €
Prix de revient H.T.	1 020 836,00 €
Montant de la TVA	56 146,00 €
Prix de revient TTC	1 076 982,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 435,95 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550258

N° SIREN du maître d'ouvrage
966802381

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Logeo Méditerranée

72 av de toulon
BP 89

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500287

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13014 Berre-l'Étang

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : La BOETIE PLS
94 allée des acacias
13130 Berre-l'Étang

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLS

au bénéficiaire désigné : Logeo Méditerranée (n° SIREN : 966802381).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non-réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

22 DEC. 2017

le :

Arllette Fructus
METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arllette FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	243 410,00	30,50%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	238 631,00	29,90%	1,86%
1%.	120 000,00	15,04%	
Sous-total Prêts	602 041,00	75,44%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	196 000,00	24,56%	
Sous-total Fonds Propres	196 000,00	24,56%	
Total du Financement (I + II + III)	798 041,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	798 041,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	327,61 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLS » 6 327,61 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile	327,61 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION	0,00 €
	Taux moyen de subvention	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

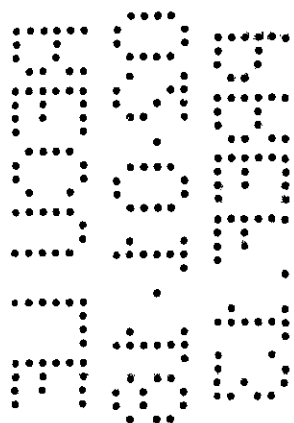
SUBVENTION	0,00 €
------------	--------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	232 201,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	436 710,00 €
Prestations intellectuelles et frais	87 526,00 €
Prix de revient H.T.	756 437,00 €
Montant de la TVA	41 604,00 €
Prix de revient TTC	798 041,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 435,95 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550161

N° SIREN du maître d'ouvrage
305918732

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

NEOLIA
NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches
CS 75267

25200 MONTBELIARD

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500275

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13080 Le Puy-Sainte-Réparate

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : N-LE PUY STE REPARADE-VEFA 50 PLUS 27 PLAI
x
13610 Le Puy-Sainte-Réparate

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 77 logement(s) locatif(s) sociaux dont 19 individuel(s) et 58 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 50 logements PLUS

- 27 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : NEOLIA (n° SIREN : 305918732).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 264600.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLUS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non-réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

22 DEC. 2017

Arlette Fructus

MÉTROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	264 600,00	6,36%
Subvention EPCI	237 168,00	5,70%
Sous-total Subventions	501 768,00	12,07%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 954 166,00	47,01%
Prêt CDC foncier	948 767,00	22,82%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	0,00	0,00%
Prêts PEEC	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	2 902 933,00	69,83%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	752 536,00	18,10%
Sous-total Fonds Propres	752 536,00	18,10%
Total du Financement (I + II + III)	4 157 237,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	507 954,00	7,61%
Sous-total Subventions	507 954,00	7,61%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 219 900,00	33,28%
Prêt CDC foncier	2 031 643,00	30,45%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	90 000,00	1,35%
Prêts PEEC	210 000,00	3,15%
Sous-total Prêts	4 551 543,00	68,23%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 611 740,00	24,16%
Sous-total Fonds Propres	1 611 740,00	24,16%
Total du Financement (I + II + III)	6 671 237,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	264 600,00	2,44%
Subvention EPCI	745 122,00	6,88%
Sous-total Subventions	1 009 722,00	9,32%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	4 174 066,00	38,55%
Prêt CDC foncier	2 980 410,00	27,52%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	90 000,00	0,83%
Prêts PEEC	210 000,00	1,94%

Sous-total Prêts	7 454 476,00	68,84%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	2 364 276,00	21,83%
Sous-total Fonds Propres	2 364 276,00	21,83%
Total du Financement (I + II + III)	10 828 474,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	10 828 474,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 7 926 364,21 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	33	2 211,58 m²
Logements « Individuel »	17	1 215,57 m²
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	50	3 427,15 m²
Assiette *	:	5 403 443,41 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	25	1 506,71 m²
Logements « Individuel »	2	93,46 m²
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	27	1 600,17 m²
Assiette *	:	2 522 920,80 €
Taux de subvention	:	10,49 %
SUBVENTION	:	264 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 77
Assiette : 7 926 364,21 €

Surface utile : 5 027,32 m²
SUBVENTION : 264 600,00 €
Taux moyen de subvention : 3,34 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

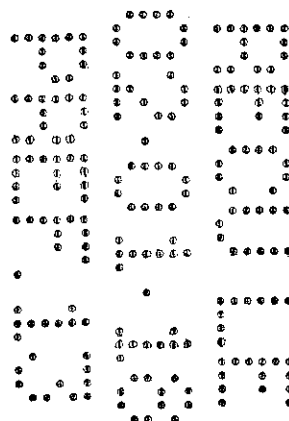
SUBVENTION : 264 600,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	3 529 783,25 €
Coût du bâtiment ou des travaux	6 555 311,75 €
Prestations intellectuelles et frais	160 026,00 €
Prix de revient H.T.	10 245 121,00 €
Montant de la TVA	583 353,00 €
Prix de revient TTC	10 828 474,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 153,93 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550160

N° SIREN du maître d'ouvrage
305918732

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

NEOLIA
NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches
CS 75267

25200 MONTBELIARD

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500279

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13080 Le Puy-Sainte-Réparate

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : N-LE PUY STE REPARADE-VEFA 15 PLS

x

13610 Le Puy-Sainte-Réparate

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 15 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 15 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 15 logements PLS

au bénéficiaire désigné : NEOLIA (n° SIREN : 305918732).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

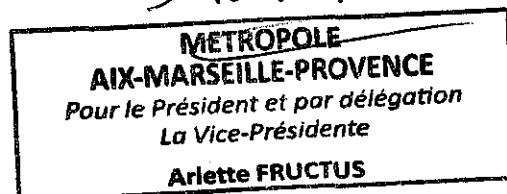
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non-réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

22 DEC. 2017
le :
Arlette Fructus



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	71 697,00	3,15%	
Sous-total Subventions	71 697,00	3,15%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	522 796,00	23,00%	1,86%
CDC foncier PLS	625 726,00	27,52%	1,86%
Sous-total Prêts	1 148 522,00	50,52%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	1 053 180,00	46,33%	
Sous-total Fonds Propres	1 053 180,00	46,33%	
Total du Financement (I + II + III)	2 273 399,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 273 399,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

15

1 007,55 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

15

1 007,55 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 15

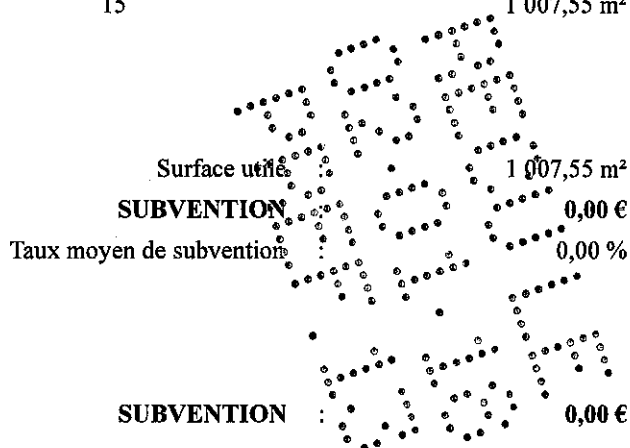
Assiette : 0,00 €

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

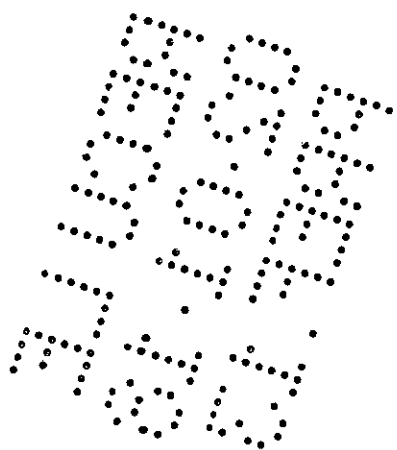
II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	741 065,15 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 376 263,85 €
Prestations intellectuelles et frais	33 597,00 €
Prix de revient H.T.	2 150 926,00 €
Montant de la TVA	122 473,00 €
Prix de revient TTC	2 273 399,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 256,36 €



C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550251

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500293

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13054 Marignane

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

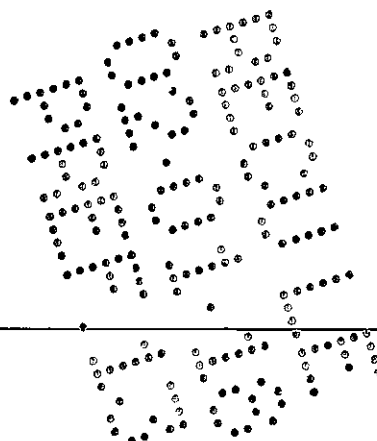
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération : MARIGNANE - La Bastide (Vieux Pigeonnier) - pls
5 r des moissons
13700 Marignane

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLS

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

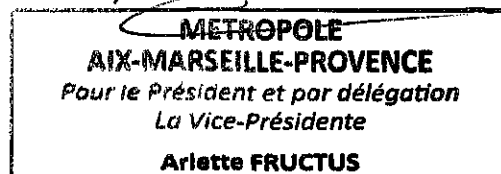
ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

22 DEC. 2017

le :

Arlette Fructus



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	298 988,00	29,38%	1,88%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	207 060,00	20,35%	1,88%
Sous-total Prêts	506 048,00	49,73%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	511 594,00	50,27%	
Sous-total Fonds Propres	511 594,00	50,27%	
Total du Financement (I + II + III)	1 017 642,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 017 642,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	515,60 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLS »	8	515,60 m²
--	---	-----------

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8
Assiette : 0,00 €

Surface utile : 515,60 m²
SUBVENTION : 0,00 €
Taux moyen de subvention : 0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

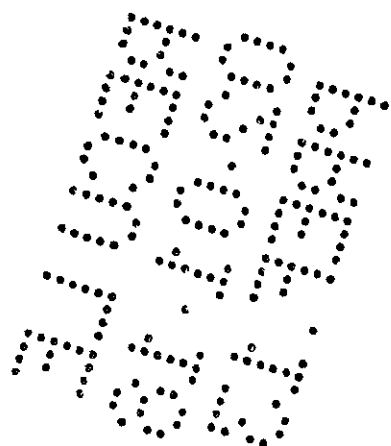
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	334 072,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	620 419,00 €
Prestations intellectuelles et frais	12 164,00 €
Prix de revient H.T.	966 655,00 €
Montant de la TVA	50 987,00 €
Prix de revient TTC	1 017 642,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 973,70 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550044

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500237
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13054 Marignane

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : MARIGNANE - La Bastide (Vieux Pigeonnier)
5 r des moissons
13700 Marignane

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 62 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 62 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 46 logements PLUS

- 16 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 156800.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

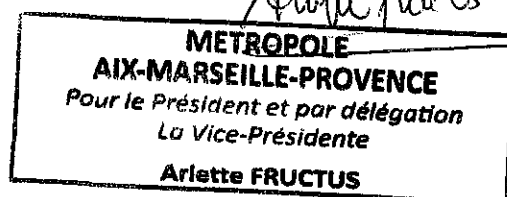
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

22 DEC. 2017

le :



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	138 000,00	3,62%
Sous-total Subventions	138 000,00	3,62%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	2 121 524,00	55,69%
Prêt CDC logement	1 549 740,00	40,68%
Sous-total Prêts	3 671 264,00	96,38%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	3 809 264,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	156 800,00	2,70%
Subvention EPCI	48 000,00	0,83%
Sous-total Subventions	204 800,00	3,52%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	667 817,00	11,49%
Prêt CDC logement	4 937 707,00	84,98%
Sous-total Prêts	5 605 524,00	96,48%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	5 810 324,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	156 800,00	1,63%
Subvention EPCI	186 000,00	1,93%
Sous-total Subventions	342 800,00	3,56%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	6 487 447,00	67,44%
Prêt CDC foncier	2 789 341,00	29,00%
Sous-total Prêts	9 276 788,00	96,44%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	9 619 588,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	9 619 588,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 6 425 456,90 €

Décision No : 20171305500237

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	46	3 175,93 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	46	3 175,93 m²
Assiette *	:	4 870 730,30 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	16	1 013,75 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	16	1 013,75 m²
Assiette *	:	1 554 726,60 €
Taux de subvention	:	10,09 %
SUBVENTION	:	156 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 62	Surface utile :	4 189,68 m²
Assiette : 6 425 456,90 €	SUBVENTION :	156 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,44 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	156 800,00 €
--------------	--------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	3 142 675,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	5 836 395,00 €
Prestations intellectuelles et frais	115 242,00 €
Prix de revient H.T.	9 094 312,00 €
Montant de la TVA	525 276,00 €
Prix de revient TTC	9 619 588,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 296,02 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2015130550014

N° SIREN du maître d'ouvrage
782678882

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi
CS 60400

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500288

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13085 Roquefort-la-Bédoule

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : LES 4 CHEMINS
11 av des romarins
13830 Roquefort-la-Bédoule

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 12 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 12 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLUS

- 4 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39200.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ayant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

22 DEC. 2017

le :

Arlette Fructus
**METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS**

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	7,58%
Subvention EPCI	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	39 200,00	7,58%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	167 382,00	32,35%
Prêt CDC logement	220 351,00	42,59%
Sous-total Prêts	387 733,00	74,93%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	90 501,81	17,49%
Sous-total Fonds Propres	90 501,81	17,49%
Total du Financement (I + II + III)	517 434,81	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	36 000,00	3,52%
Sous-total Subventions	36 000,00	3,52%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	345 303,00	33,77%
Prêt CDC logement	454 575,00	44,45%
Sous-total Prêts	799 878,00	78,22%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	186 701,19	18,26%
Sous-total Fonds Propres	186 701,19	18,26%
Total du Financement (I + II + III)	1 022 579,19	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	2,55%
Subvention EPCI	36 000,00	2,34%
Sous-total Subventions	75 200,00	4,88%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	674 926,00	43,83%
Prêt CDC foncier	512 685,00	33,29%
Sous-total Prêts	1 187 611,00	77,12%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	277 203,00	18,00%
Sous-total Fonds Propres	277 203,00	18,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 540 014,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 540 014,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 085 136,19 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	469,90 m ²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	8	469,90 m ²
Assiette *	:	730 858,70 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	227,78 m ²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	227,78 m ²
Assiette *	:	354 277,49 €
Taux de subvention	:	11,06 %
SUBVENTION	:	39 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12	Surface utile :	697,68 m ²
Assiette : 1 085 136,19 €	SUBVENTION :	39 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,61 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 39 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	437 919,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	802 851,00 €
Prestations intellectuelles et frais	145 973,00 €
Prix de revient H.T.	1 386 743,00 €
Montant de la TVA	153 271,00 €
Prix de revient TTC	1 540 014,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 207,34 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
 2017130550037

N° SIREN du maître d'ouvrage
 788058030

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

ADOMA

42 r cambronne

75015 Paris

Décisionnaire
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
 20171305500315
Nature de l'opération
 Neuf
Commune (Insee)
 13213 Marseille - 13e arrondissement

Nature des logements

Résidence sociale

Type de bénéficiaire

Publics issus de FTM

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
 2017

Opération : Darius Milhaud
 construction d'une résidence sociale de 40 logts
 ADOMA
 Darius Milhaud
 100 tra charles susini
 13013 Marseille

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 40 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 40 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 40 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : ADOMA (n° SIREN : 788058030).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 392000.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

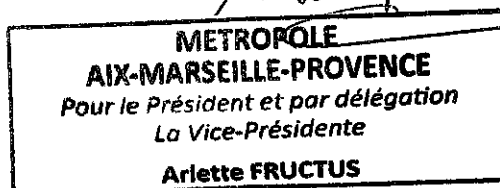
ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

22 DEC. 2017

le :

Arlette Fructus



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	392 000,00	17,22%
Subvention Région	150 000,00	6,59%
Subvention Commune	240 000,00	10,54%
Sous-total Subventions	782 000,00	34,35%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	980 000,00	43,05%
Prêts PEEC	400 000,00	17,57%
Sous-total Prêts	1 380 000,00	60,62%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	114 522,00	5,03%
Sous-total Fonds Propres	114 522,00	5,03%
Total du Financement (I + II + III)	2 276 522,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 276 522,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 406 512,91 €

Aide : **PLA-I**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	40	820,00 m²
Logements « Individuel »	0	

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	40	820,00 m²
Assiette	2 406 512,91 €	
Taux de subvention	16,29 %	
SUBVENTION	392 000,00 €	

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 40	Surface utile :	820,00 m²
Assiette : 2 406 512,91 €	SUBVENTION :	392 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	16,29 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 392 000,00 €

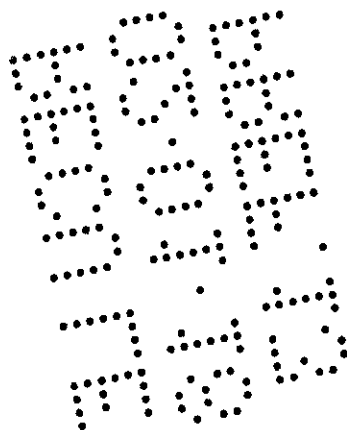
II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	130 000,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 960 655,00 €
Prestations intellectuelles et frais	185 867,00 €
Prix de revient H.T.	2 276 522,00 €

Montant de la TVA	0,00 €
Prix de revient TTC	2 276 522,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 776,25 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.





17/778/D



Liberté - Égalité - Fraternité
 RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
 2017130550036

N° SIREN du maître d'ouvrage
 788058030

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

ADOMA

42 r cambronne

75015 Paris

Décisionnaire
 Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
 20171305500314

Nature de l'opération
 Neuf

Commune (Insee)
 13208 Marseille - 8e arrondissement

Exercice
 2017

Nature des logements

Résidence sociale

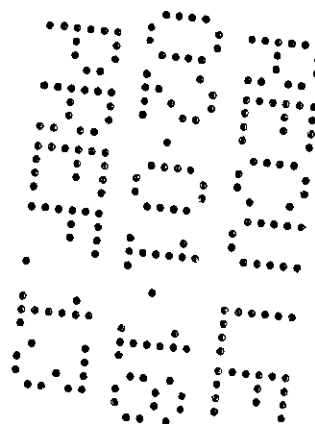
Type de bénéficiaire

Autres publics spécifiques

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération : Vielle Chapelle
 Démolition Foyer Construction Résidence Sociale
 ADOMA
 28, avenue des Goumiers
 13008 Marseille - 8e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 230 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 230 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 230 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : ADOMA (n° SIREN : 788058030).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 2254000.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

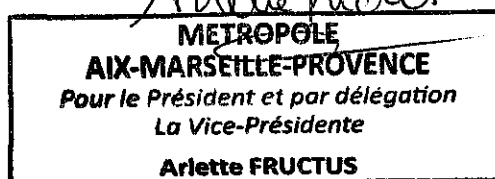
ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

22 DEC. 2017

le :

Arlette Fructus



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	2 254 000,00	16,63%
Subvention EPCI	690 000,00	5,09%
Sous-total Subventions	2 944 000,00	21,72%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	9 252 447,00	68,28%
Sous-total Prêts	9 252 447,00	68,28%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 355 161,00	10,00%
Sous-total Fonds Propres	1 355 161,00	10,00%
Total du Financement (I + II + III)	13 551 608,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	13 551 608,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 16 729 020,12 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	230	4 846,00 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	230	4 846,00 m²
Assiette *		16 729 020,12 €
Taux de subvention		13,47 %
SUBVENTION		2 254 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 230	Surface utile :	4 846,00 m²
Assiette : 16 729 020,12 €	SUBVENTION :	2 254 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	13,47 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

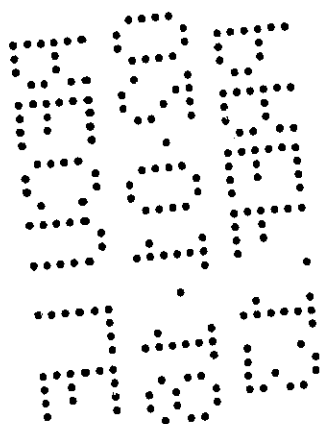
SUBVENTION : 2 254 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	445 000,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	12 472 233,00 €
Prestations intellectuelles et frais	634 375,00 €
Prix de revient H.T.	13 551 608,00 €
Montant de la TVA	0,00 €
Prix de revient TTC	13 551 608,00 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



17/779/D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550252

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500316

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : LA CIOTAT - ESCALE MARINE_PLS EN ULS
CHEMIN DE LA PEPINIERE
13600 LA CIOTAT

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

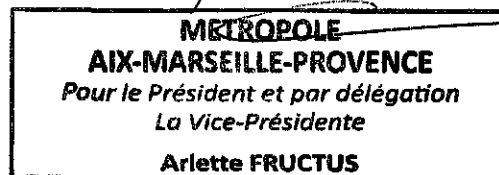
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 22 DEC. 2017

Arlette Fructus



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	156 723,00	55,00%	1,88%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	128 228,00	45,00%	1,88%
Sous-total Prêts	284 951,00	100,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	284 951,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	284 951,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	327,60 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	6	327,60 m²
TOTAL DE LA DECISION		
Nombre de logements : 6	Surface utile :	327,60 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

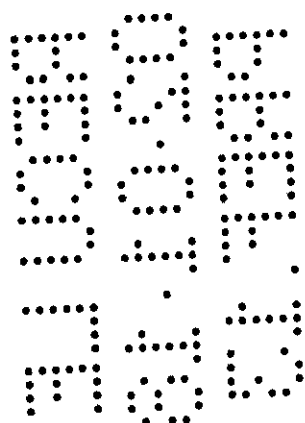
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	94 820,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	135 458,00 €
Prestations intellectuelles et frais	40 637,00 €
Prix de revient H.T.	270 915,00 €
Montant de la TVA	14 036,00 €
Prix de revient TTC	284 951,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	869,81 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550106

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500317

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : LA CIOTAT -ESCALE MARINE _ PLUS en ULS
CHEMIN DE LA PEPINIERE
13600 LA CIOTAT

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 7 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 7 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 7 logements PLUS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL, prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

22 DEC. 2017
le :



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	0,00	0,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	394 207,00	100,00%
Sous-total Prêts	394 207,00	100,00%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	394 207,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	394 207,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 719 630,44 €

Aide : **PLUS**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	459,66 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »		459,66 m²
Assiette *	719 630,44 €	
Taux de subvention	0,00 %	
SUBVENTION	0,00 €	
TOTAL DE LA DECISION		
Nombre de logements : 7	Surface utile :	459,66 m²
Assiette : 719 630,44 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

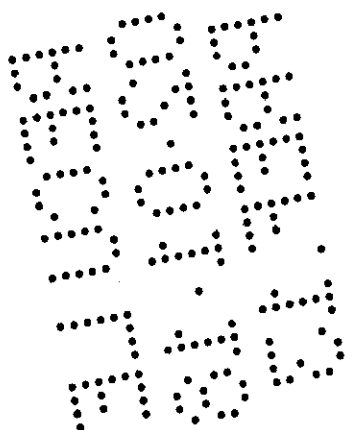
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	4 886,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	348 875,00 €
Prestations intellectuelles et frais	20 823,00 €
Prix de revient H.T.	374 584,00 €
Montant de la TVA	19 623,00 €
Prix de revient TTC	394 207,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	857,61 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



17/781/D3

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550207

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500282

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13002 Allauch

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123": Zone 2

Zonage "ABG": Zone A

Opération : ALLAUCH - HAMEAU DES CYPRES
Lieu-dit Les Tourres
13190 ALLAUCH

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 5 logement(s) locatif(s) sociaux dont 5 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 5 logements PLUS
au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

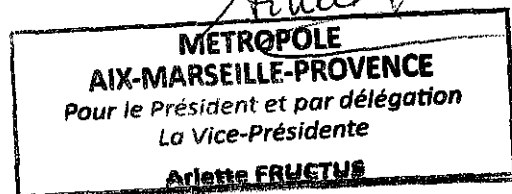
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non-réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 22 DEC. 2017
Arlotte Fructus



• ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	15 000,00	1,45%
Sous-total Subventions	15 000,00	1,45%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	357 478,00	34,49%
Prêt CDC logement	468 432,00	45,20%
1%.	40 000,00	3,86%
Sous-total Prêts	865 910,00	83,55%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	155 455,00	15,00%
Sous-total Fonds Propres	155 455,00	15,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 036 365,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 036 365,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 682 597,06 €

Aide : **PLUS**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	
Logements « Individuel »		403,05 m²
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	5	403,05 m²
Assiette*	682 597,06 €	
Taux de subvention	0,00 %	
SUBVENTION	0,00 €	

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5	Surface utile :	403,05 m²
Assiette : 682 597,06 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

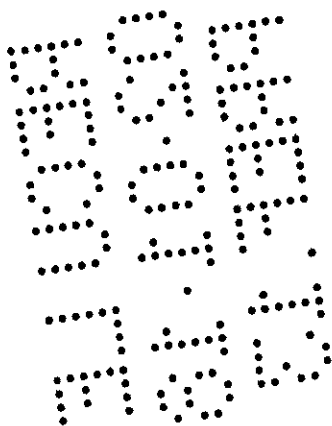
II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	344 379,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	491 970,00 €
Prestations intellectuelles et frais	147 591,00 €
Prix de revient H.T.	983 940,00 €

Montant de la TVA	52 425,00 € *
Prix de revient TTC	1 036 365,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 571,31 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550145

N° SIREN du maître d'ouvrage
966802381

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Logeo Méditerranée

72 av de toulon
BP 89

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500289

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13106 Septèmes-les-Vallons

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : SEPTÈMES PEROTTINO
225 av du 8 mai 1945
13240 Septèmes-les-Vallons

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 19 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 19 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 13 logements PLUS

- 6 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : Logeo Méditerranée (n° SIREN : 966802381).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 58800.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente décision ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

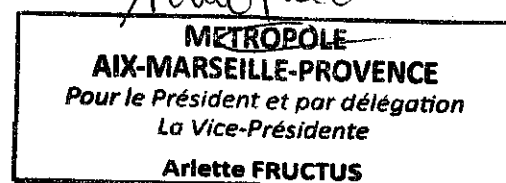
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

22 DEC. 2017

le :



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Région	69 790,00	3,47%
Subvention EPCI	39 000,00	1,94%
Sous-total Subventions	108 790,00	5,41%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	431 461,00	21,44%
Prêt CDC logement	964 574,00	47,94%
1%.	240 000,00	11,93%
Sous-total Prêts	1 636 035,00	81,31%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	267 392,00	13,29%
Sous-total Fonds Propres	267 392,00	13,29%
Total du Financement (I + II + III)	2 012 217,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	58 800,00	3,33%
Subvention Région	32 210,00	3,47%
Subvention EPCI	18 000,00	1,94%
Sous-total Subventions	109 010,00	11,73%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	181 702,00	19,55%
Prêt CDC logement	406 213,00	43,70%
1%.	120 000,00	12,91%
Sous-total Prêts	707 915,00	76,16%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	112 607,00	12,11%
Sous-total Fonds Propres	112 607,00	12,11%
Total du Financement (I + II + III)	929 532,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	58 800,00	2,00%
Subvention EPCI	57 000,00	1,94%
Subvention Région	102 000,00	3,47%
Sous-total Subventions	217 800,00	7,40%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 370 787,00	46,60%
Prêt CDC foncier	613 163,00	20,84%
1%.	360 000,00	12,24%

Sous-total Prêts	2 343 950,00	79,68%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	379 999,00	12,92%
Sous-total Fonds Propres	379 999,00	12,92%
Total du Financement (I + II + III)	2 941 749,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 941 749,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 101 247,01 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	13	1 011,63 m²
Logements « Individuel »	0	
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	13	1 011,63 m²
Assiette *	:	1 478 572,48 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	426,03 m²
Logements « Individuel »	0	
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	6	426,03 m²
Assiette *	:	622 674,53 €
Taux de subvention	:	9,44 %
SUBVENTION	:	58 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 19	Surface utile :	1 437,66 m²
Assiette : 2 101 247,01 €	SUBVENTION :	58 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,80 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

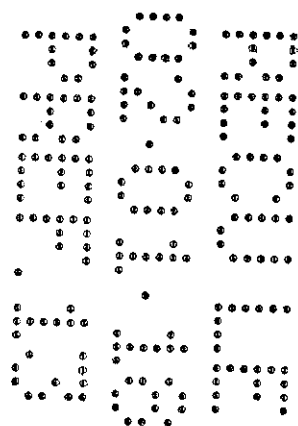
SUBVENTION : 58 800,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	627 668,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 845 712,00 €
Prestations intellectuelles et frais	315 008,00 €
Prix de revient H.T.	2 788 388,00 €
Montant de la TVA	153 361,00 €
Prix de revient TTC	2 941 749,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 046,21 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550254

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500310

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13033 Ensues-la-Redonne

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
ENSUES-VAL DE RICARD -PLS
IMPASSE VAL DE RICARD
13820 Ensues-la-Redonne

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 11 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 11 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 11 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

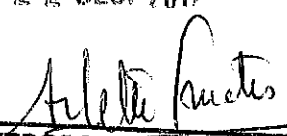
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non-réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

22 DEC. 2017
le :


**METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE**
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Conseil Général	60 000,00	2,89%	
Sous-total Subventions	60 000,00	2,89%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	600 613,00	28,95%	1,88%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	478 188,00	23,05%	1,88%
Prêt complémentaire CDC	637 940,00	30,75%	1,88%
1%.	80 000,00	3,86%	
Sous-total Prêts	1 796 741,00	86,61%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	217 875,00	10,50%	
Sous-total Fonds Propres	217 875,00	10,50%	
Total du Financement (I + II + III)	2 074 616,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 074 616,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

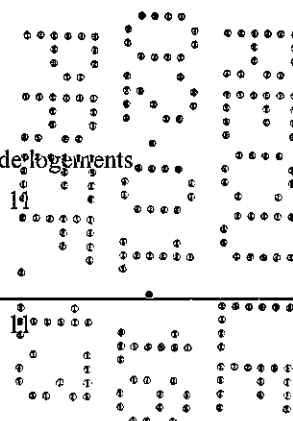
Aide : PLS

Logements « Collectif »

Logements « Individuel »

Nombre de logements

Surface utile



Totaux pour le financement des logements « PLS »

790,04 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 11

Surface utile : 790,04 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION : 0,00 €

Taux moyen de subvention : 0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

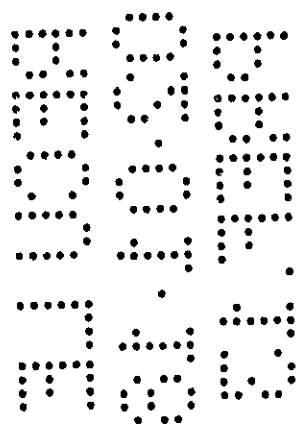
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	688 260,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 260 200,00 €
Prestations intellectuelles et frais	18 000,00 €
Prix de revient H.T.	1 966 460,00 €
Montant de la TVA	108 156,00 €
Prix de revient TTC	2 074 616,00 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



17/784/D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550246

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500254

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13033 Ensues-la-Redonne

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
ENSUES-VAL DE RICARD
IMPASSE VAL DE RICARD
13820 Ensues-la-Redonne

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 33 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 33 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 20 logements PLUS

- 13 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 130000.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

22 DEC. 2017
le : *Arlette Fructus*

**METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE**
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

**METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE**
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	60 000,00	1,99%
Conseil Général	60 000,00	1,99%
Sous-total Subventions	120 000,00	3,99%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 036 545,00	34,43%
Prêt CDC logement	1 029 771,00	34,20%
PEEC 8/9ème	240 000,00	7,97%
Sous-total Prêts	2 306 316,00	76,61%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	584 278,00	19,41%
Sous-total Fonds Propres	584 278,00	19,41%
Total du Financement (I + II + III)	3 010 594,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	130 000,00	7,97%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	39 000,00	2,39%
Conseil Général	60 000,00	3,68%
Sous-total Subventions	229 000,00	14,05%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	569 740,00	34,99%
Prêt CDC logement	302 327,00	18,55%
PEEC 8/9ème	160 000,00	9,82%
Sous-total Prêts	1 032 067,00	63,31%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	369 064,00	22,64%
Sous-total Fonds Propres	369 064,00	22,64%
Total du Financement (I + II + III)	1 630 131,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Général	120 000,00	2,59%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	99 000,00	2,13%
Subvention Etat	130 000,00	2,80%
Sous-total Subventions	349 000,00	7,52%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 332 098,00	28,70%
Prêt CDC foncier	1 606 285,00	34,61%
PEEC 8/9ème	400 000,00	8,62%

Sous-total Prêts	3 338 383,00	71,94%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	953 342,00	20,54%
Sous-total Fonds Propres	953 342,00	20,54%
Total du Financement (I + II + III)	4 640 725,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 640 725,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 193 744,33 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	20	1 363,46 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	20	1 363,46 m²
Assiette *	:	2 060 941,48 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	13	749,43 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	13	749,43 m²
Assiette *	:	1 132 802,85 €
Taux de subvention	:	11,48 %
SUBVENTION	:	130 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 33	Surface utile :	2 112,89 m²
Assiette : 3 193 744,33 €	SUBVENTION :	130 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,07 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

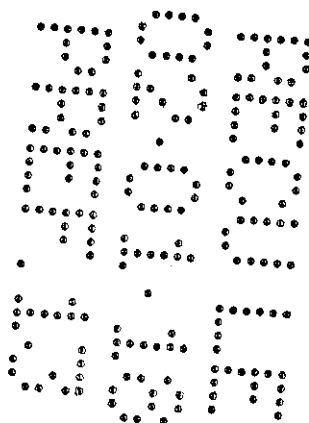
SUBVENTION :	130 000,00 €
---------------------	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 539 577,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 812 148,00 €
Prestations intellectuelles et frais	47 067,00 €
Prix de revient H.T.	4 398 792,00 €
Montant de la TVA	241 933,00 €
Prix de revient TTC	4 640 725,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 196,39 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 17/785/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé à la commune de La Ciotat pour l'acquisition d'un bien situé 7 rue Antoine Pirrodi à La Ciotat appartenant aux consorts Bronckart et Clissa.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1 et suivants ainsi que les articles L 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que les articles L 300-1 et L 324-1 modifié par ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 article 5 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 025-2783/17/CM du 19 octobre 2017 approuvant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de la ville de La Ciotat ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Ciotat le 30 novembre 2017 enregistrée sous le n° 13028 17 0398 portant aliénation d'un lot de copropriété appartenant aux consorts Bronckart et Clissa, dépendant de l'immeuble sis 7 rue Antoine Pirrodi à La Ciotat, cadastré Section AB n° 140.

CONSIDÉRANT

- Que cette acquisition à l'intérieur du centre ancien de La Ciotat permettra de répondre au projet de revitalisation du cœur de la ville par le renforcement de l'accessibilité et de l'attractivité du centre ancien en matière d'habitat, d'activités commerciales, économiques et de vie sociale.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de La Ciotat pour l'acquisition du lot de copropriété n° 3 dépendant de l'immeuble situé 7 rue Antoine Pirrodi à La Ciotat cadastré Section AB n° 140 appartenant aux consorts Bronckart et Clissa

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 08 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/001/D

Décision portant suppression de la régie de recettes Actions d'animations de l'Antenne de Mallemort

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 056-2312/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 juillet 2017 portant restitution de la compétence facultative en matière de « Loisirs, Enfance, Jeunesse » aux communes d'Alleins, Charleval, Lamanon, Mallemort et Vernègues,
- La décision n°16/270/D du 2 novembre 2016 instituant la régie de recettes Actions d'animations – Antenne de Mallemort,
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 décembre 2017,

CONSIDÉRANT

La nécessité de supprimer la régie de recettes Actions d'animations – Antenne de Mallemort qui n'a plus lieu d'être en raison de la restitution de la compétence « Loisirs, Enfance, Jeunesse » aux communes d'Alleins, Charleval, Lamanon, Mallemort et Vernègues à compter du 1^{er} janvier 2018.

(DECIDE

Article 1 :

Il est procédé à la suppression de la régie de recettes Actions d'animations, installée à l'antenne administrative située à Mallemort 13 370 – Pont de la Tour – BP 46.

Article 2 :

L'encaisse prévue pour la gestion de la régie dont le montant est fixé à 1500 € est supprimée.

Article 3 :

Le compte de dépôt de fonds ouvert au nom de la régie auprès du comptable public assignataire est supprimé.

Article 4 :

La suppression de la régie prendra effet à compter du 31 décembre 2017.

Article 5 :

La présente décision sera notifiée aux régisseurs.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Janvier 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/002/D

Décision portant suppression de la régie de recettes « Les Cytises » à l'antenne de Mallemort

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.2122-11 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 056-2312/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 juillet 2017 portant restitution de la compétence facultative en matière de « Loisirs, Enfance, Jeunesse » aux communes d'Alleins, Charleval, Lamanon, Mallemort et Vernègues,
- La décision n°16/269/D du 2 novembre 2016 instituant la régie de recettes pour « Les Cytises » à l'antenne de Mallemort,
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 décembre 2017,

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Janvier 2018

CONSIDÉRANT

- La nécessité de supprimer la régie de recettes « Les Cytises » à l'antenne de Mallemort, qui n'a plus lieu d'être en raison de la restitution de la compétence « Loisirs, Enfance, Jeunesse » aux communes d'Alleins, Charleval, Lamanon, Mallemort et Vernègues à compter du 1^{er} janvier 2018.

DECIDE

Article 1 :

Il est procédé à la suppression de la régie de recettes « Les Cytises », installée à l'antenne administrative située à Mallemort 13 370 – Pont de la Tour – BP 46.

Article 2 :

L'encaisse prévue pour la gestion de la régie dont le montant est fixé à 16 000 €, est supprimée.

Article 3 :

Le compte de dépôt de fonds ouvert au nom de la régie auprès du Comptable Public Assignataire est supprimé.

Article 4 :

La suppression de la régie prendra effet à compter du 31 décembre 2017.

Article 5 :

La présente décision sera notifiée aux régisseurs.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/003/D

Décision portant suppression de la régie de recettes Accueil de Loisirs Sans Hébergement Les Tout Chatou

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 056-2312/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 juillet 2017 portant restitution de la compétence facultative en matière de « Loisirs, Enfance, Jeunesse » aux communes d'Alleins, Charleval, Lamanon, Mallemort et Vernègues,
- La décision n°16/271/D du 2 novembre 2016 instituant la régie de recettes Accueil de Loisirs Sans Hébergement Les Tout Chatou,
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 décembre 2017,

CONSIDÉRANT

- La nécessité de supprimer la régie de recettes Accueil de Loisirs Sans Hébergement Les Tout Chatou qui n'a plus lieu d'être en raison de la restitution de la compétence « Loisirs, Enfance, Jeunesse » aux communes d'Alleins, Charleval, Lamanon, Mallemort et Vernègues à compter du 1^{er} janvier 2018.

DECIDE

Article 1 :

Il est procédé à la suppression de la régie de recettes Accueil de Loisirs Sans Hébergement Les Tout Chatou, installée à l'antenne administrative située à Mallemort 13 370 – Pont de la Tour – BP 46.

Article 2 :

L'encaisse prévue pour la gestion de la régie dont le montant est fixé entre 5 000 € et 40 000 € selon les mois de l'année, est supprimée.

Article 3 :

Le fonds de caisse dont le montant est fixé à 50 € est supprimé.

Article 4 :

Le compte de dépôt de fonds ouvert au nom de la régie auprès du comptable public assignataire est supprimé.

Article 5 :

La suppression de la régie prendra effet à compter du 31 décembre 2017.

Article 6 :

La présente décision sera notifiée aux régisseurs.

Article 7 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Janvier 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/004/D

Décision portant suppression de la régie d'avance Accueil de Loisirs Sans Hébergement Les Tout Chatou

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 056-2312/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 juillet 2017 portant restitution de la compétence facultative en matière de « Loisirs, Enfance, Jeunesse » aux communes d'Alleins, Charleval, Lamanon, Mallemort et Vernègues,
- La décision n° 17/442/D du 10 octobre 2017 portant création de la régie d'avance Accueil de Loisirs Sans Hébergement « Les Tout Chatou »,
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 décembre 2017,

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Janvier 2018

CONSIDÉRANT

La nécessité de supprimer la régie d'avance Accueil de Loisirs Sans Hébergement « Les Tout Chatou » qui n'a plus lieu d'être en raison de la restitution de la compétence « Loisirs, Enfance, Jeunesse » aux communes d'Alleins, Charleval, Lamanon, Mallemort et Vernègues à compter du 1^{er} janvier 2018 et de clôturer le compte qui est en sommeil depuis le 16 décembre 2015.

DECIDE

Article 1 :

Il est procédé à la suppression de la régie d'avance instituée auprès de l'ALSH Les Tout Chatou, installée à Cazan - 13116 Vernègues.

Article 2 :

Le montant de l'avance consenti prévu pour la gestion de la régie dont le montant est fixé à 2 000 € est supprimé.

Article 3 :

Le compte de dépôt de fonds ouvert au nom de la régie auprès du comptable public assignataire est supprimé.

Article 4 :

La suppression de la régie prendra effet à compter du 31 décembre 2017.

Article 5 :

La présente décision sera notifiée aux régisseurs.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 janvier 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Janvier 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/005/D

Décision portant suppression de la régie d'avance pour Les Cytises à Seyne les Alpes

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 056-2312/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 juillet 2017 portant restitution de la compétence facultative en matière de « Loisirs, Enfance, Jeunesse » aux communes d'Alleins, Charleval, Lamanon, Mallemort et Vernègues,
- La décision n°17/033/D du 17 mars 2017 instituant la régie d'avance pour Les Cytises à Seyne les Alpes,
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 décembre 2017,

CONSIDÉRANT

- La nécessité de supprimer la régie d'avance pour Les Cytises à Seyne les Alpes qui n'a plus lieu d'être en raison de la restitution de la compétence « Loisirs, Enfance, Jeunesse » aux communes d'Alleins, Charleval, Lamanon, Mallemort et Vernègues à compter du 1^{er} janvier 2018.

DECIDE

Article 1 :

Il est procédé à la suppression de la régie d'avance installée au centre Les Cytises, Col de Maure, 04140 Seyne les Alpes.

Article 2 :

Le montant de l'avance consenti prévu pour la gestion de la régie dont le montant est fixé à 4 000 € est supprimé.

Article 3 :

Le compte de dépôt de fonds ouvert au nom de la régie auprès du comptable public assignataire est supprimé.

Article 4 :

La suppression de la régie prendra effet à compter du 31 décembre 2017.

Article 5 :

La présente décision sera notifiée aux régisseurs.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/006/D

**Convention de mise à disposition de fibres optiques par la Ville de La Ciotat
entre la Mairie et la capitainerie du Port de plaisance**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la Ville de La Ciotat utilise pour ses besoins de sécurité une fibre optique entre son Centre de Supervision Urbaine (CSU) et la capitainerie du port de plaisance de La Ciotat dans le but de gérer des caméras de vidéo-protection sur l'emprise de son port de plaisance ;
- Que ces mêmes agents ont pour mission de piloter des bornes escamotables automatiques pour le contrôle de certains accès de la Ville ;
- Que dans cet objectif, ils se connectent au logiciel de supervision qui est implanté sur un serveur situé à Marseille, avenue de Toulon (PC Toulon).
- Que, pour fiabiliser la liaison informatique, la Ville de La Ciotat a proposé à la Métropole d'utiliser cette fibre optique pour raccorder directement le CSU au PC Toulon via le réseau privé de la Métropole.
- Qu'afin de définir les éléments liés à la maintenance et à l'exploitation des fibres et du matériel mis à disposition, la Ville de La Ciotat a approuvé une convention de mise à disposition qu'il convient désormais de valider dans les mêmes termes auprès de notre Président.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Janvier 2018

DECIDE

Article 1 :

Est signée une Convention de mise à disposition de fibres optiques par la Ville de La Ciotat entre la Mairie et la capitainerie du Port de plaisance.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Janvier 2018



Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/007/D

Mission Elu : Monsieur Roland BLUM - Commission Finances de France Urbaine - Paris

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 004-006-16/CM du 17 mars 2016 portant élection de Monsieur Roland Blum en qualité de 14ème Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau ;
- L'arrêté n° 16/119/CM du 8 avril 2016 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Roland Blum ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Roland Blum est Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué aux Finances.

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Janvier 2018

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Roland Blum se rendra du 29 janvier au 1^{er} février 2018 à Paris pour me représenter à la Commission Finances de France Urbaine prévue le 31 janvier 2018.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/008/D

Création de l'acte constitutif de la régie de recettes pour l'aire d'accueil des gens du voyage de Miramas.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 et L.5218-2 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 4 janvier 2018 ;

CONSIDÉRANT

La nécessité de créer l'acte constitutif de la régie de recettes pour l'aire d'accueil des gens du voyage de Miramas pour l'encaissement des produits de location d'emplacements et les cautions y afférents.

DECIDE

Article 1 :

Il est institué auprès de la Direction Générale Adjointe Développement Urbain et Stratégie Territoriale de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes pour l'aire d'accueil des gens du voyage de Miramas en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la Commune de Miramas anciennement dénommée régie de recettes pour l'aire d'accueil des gens du voyage.

Les recettes de l'aire d'accueil des gens du voyage de Miramas s'impacteront sur le budget Principal Métropole en fonction de la nature des recettes.

Article 2 :

Cette régie est installée à l'aire d'accueil des gens du voyage, en ZAC des Molières, rue d'Irlande, 13140 Miramas.

Article 3 :

La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Article 4 :

La régie encaisse les produits suivants :

- Location d'emplacements journaliers,
- Caution d'un montant de 100 euros (cent euros)

Article 5 :

Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- chèques bancaires
- numéraire

Les modalités d'encaissement selon la nature de recette seront les suivantes :

- Pour la location : remise en contrepartie de l'encaissement d'une quittance extraite d'un quittancier ou journal à souches.
- Pour la caution par chèque : tenu d'un registre de suivi des chèques de caution. Si le séjour n'excède pas 1 mois, le chèque ne sera pas encaissé, remise d'un justificatif de dépôts de chèque à restituer lorsque la personne vient rechercher son chèque de caution.

Si le séjour est supérieur à 1 mois le chèque est encaissé.

- Pour la caution en numéraire : remise d'un justificatif au locataire. Encaissement du numéraire. Au moment du départ du locataire la restitution du numéraire se fera par mandat administratif sur présentation de justificatifs transmis par le régisseur (attestation de paiement + RIB du locataire au même nom que l'attestation)

Article 6 :

Un fond de caisse d'un montant de 150 euros est mis à disposition du régisseur.

Article 7 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 2500 euros.

Article 8 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 7.

Article 9 :

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Comptable Public Assignataire.

Article 10 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination, selon la réglementation en vigueur.

Article 11 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 12 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 13 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 15 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Janvier 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/010/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la SOLEAM d'un bien situé 22 rue Tapis Vert 13001 Marseille dans le cadre de l'opération d'aménagement Grand Centre Ville.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 008-1029/02/CC du 19 février 2009 approuvant le projet Centre Ville – orientations générales sur la commune de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° RNOV 002-771/12/CC du 14 novembre 2012 approuvant le plan local de l'habitat de Marseille Provence Métropole 2012- 2018 ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Missions Foncières ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Janvier 2018

- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n° 11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté Urbaine Marseille Provence des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13201 17 0497 reçue le 1er décembre 2017 par la ville de Marseille concernant les lots 9 – 14 – 15 – 16 – 17 dépendant de l'immeuble situés 22 rue Tapis Vert à Marseille 1er arrondissement d'une superficie de 188,20 m², appartenant à la SCI La Restanque Marseillaise.

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire au renouvellement urbain d'îlots obsolètes et à la requalification du tissu dégradé par restructuration d'immeubles en vue de produire 1 400 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés ainsi que 20 000 m² de locaux d'activités et d'équipements ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'afin de mener à bien ces engagements, la Ville de Marseille avait concédé à la SOLEAM, l'opération d'aménagement dite « Grand Centre Ville » transférée au 21 décembre 2015 à la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de permettre le traitement de réhabilitation – restructuration d'îlots urbains complets ;

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition des lots 9 – 14 – 15 – 16 – 17 situés 22 rue Tapis Vert à Marseille 1er arrondissement, cadastré 801 D 290 d'une superficie de 188,20 m² appartenant à la SCI La Restanque Marseillaise, relevant du champ de compétence de la métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Janvier 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/011/D

Création de l'acte constitutif de la régie de recettes prolongée pour le port des Heures Claires d'Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-2 et R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 4 janvier 2018 ;

CONSIDÉRANT

La nécessité de créer l'acte constitutif de la régie de recettes prolongée pour le port des Heures Claires d'Istres.

DÉCIDE

Article 1 :

Est institué auprès de la Direction de la Mer, Littoral, Energie et Ports de la Métropole Aix-Marseille Provence, une régie de recettes prolongée pour le port des Heures Claires d'Istres en lieu et place de la régie qui était ouverte auprès de la Commune d'Istres anciennement dénommée régie de recettes pour le recouvrement des produits du port des Heures Claires.

Les recettes du recouvrement des produits du port des Heures Claires de la Commune d'Istres s'impacteront sur le budget annexe ports de plaisance Ouest en fonction de la nature des recettes.

Article 2 :

Cette régie est installée au Port des Heures Claires, 13800 ISTRES.

Article 3 :

La régie fonctionne du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Article 4 :

La régie encaisse les produits suivants :

- Droits de passage, location des emplacements, charges et redevances
- Utilisation de la grue par les plaisanciers
- Utilisation des bers
- Mise en place de mâts ou opération unique de mise à l'eau – prise sur remorque
- Machine à haute pression
- Motopompe
- Fourniture de cordage propylène
- Plongée
- Intervention remorquage
- Camion carte magnétique (barrière)
- Frais de renouvellement carte magnétique cassée
- Stationnement des bateaux à sec pour longs travaux
- Frais divers : affichage, gestion de liste d'attente, frais de dossier et caution
- Taxe de séjour
- Taxe de séjour additionnelle

Article 5 :

Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraires
- Chèques
- Prélèvements automatiques
- Carte bancaire
- Virement sur le compte de Dépôts de Fonds au Trésor

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'une quittance ou d'un support magnétique.

Article 6 :

Un fond de caisse d'un montant de 50€ est mis à disposition au régisseur titulaire.

Article 7 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 20 000 euros.

Article 8 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 7.

Article 9 :

La date limite d'encaissement par le régisseur des recettes désignées à l'article 4, lorsque le règlement au comptant n'a pu être effectué, est fixée à un mois après l'envoi de la facture.

Article 10 :

Le compte dépôts de fonds n° FR76 1007 1130 0000 0020 0661 309 – BIC : TRPUFRP1 ouvert au nom de la « REGIE PORT DES HEURES CLAIRES » auprès du Comptable Public d'Istres à laquelle se substitue la nouvelle régie, est conservé.

Article 11 :

Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 13 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives des opérations recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 14 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 15 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 16 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Janvier 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/012/D

Délégation du droit de délaissement à la SOLEAM pour l'acquisition du bien situé 135 boulevard Camille Flammarion à Marseille 1er arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 230-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant les délégations des missions foncières du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau ;
- La délibération n° URB 009-3283/17/CM du 14 décembre 2017 portant délégation de l'exercice du droit de délaissement au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence du bien situé 135 boulevard Camille Flammarion 13001 Marseille ;
- La mise en demeure d'acquiescer du 13 septembre 2017 ;
- La demande de délégation de la SOLEAM du 28 septembre 2017.

CONSIDÉRANT

- Que par courrier du 28 septembre 2017 la SOLEAM aménageur et concessionnaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence a demandé la délégation du droit de délaissement ;
- Que cette délégation permettra à la SOLEAM d'acquiescer le bien situé 135 boulevard Camille Flammarion 13001 Marseille.

DECIDE

Article 1 :

Est délégué le droit de délaissement à la SOLEAM pour l'acquisition du bien situé 135 boulevard Camille Flammarion 13001 Marseille, cadastré sous le numéro 817 E 62.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

18/015/0

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2016130550141

N° SIREN du maître d'ouvrage
305918732

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

NEOLIA
NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches
CS 75267

25200 MONTBELIARD

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500303

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13060 Meyreuil

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : N-MEYREUIL-Plan de Meyreuil-22 logts-15PLUS-7PLAI
Plan de Meyreuil centre ville
12 avenue Libération 5 rue République
13590 Meyreuil

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 22 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 22 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 15 logements PLUS

- 7 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : NEOLIA (n° SIREN : 305918732).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 68600.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 16 JAN. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	263 874,25	12,37%
Subvention Région	61 556,00	2,89%
Sous-total Subventions	325 430,25	15,25%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	457 838,00	21,46%
Prêt CDC logement	904 873,00	42,41%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	75 156,00	3,52%
Prêts PEEC	229 050,00	10,74%
Sous-total Prêts	1 666 917,00	78,13%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	141 208,36	6,62%
Sous-total Fonds Propres	141 208,36	6,62%
Total du Financement (I + II + III)	2 133 555,61	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	68 600,00	6,27%
Subvention EPCI	123 369,32	11,27%
Subvention Région	24 444,00	2,23%
Sous-total Subventions	216 413,32	19,78%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	181 802,00	16,61%
Prêt CDC logement	519 226,00	47,43%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	29 844,00	2,73%
Prêts PEEC	90 950,00	8,31%
Sous-total Prêts	821 822,00	75,10%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	56 072,12	5,12%
Sous-total Fonds Propres	56 072,12	5,12%
Total du Financement (I + II + III)	1 094 307,44	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	68 600,00	2,13%
Subvention EPCI	387 243,57	12,00%
Subvention Région	86 000,00	2,66%
Sous-total Subventions	541 843,57	16,79%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 424 099,00	44,12%

Prêt CDC foncier	639 640,00	19,82%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	105 000,00	3,25%
Prêts PEEC	320 000,00	9,91%
Sous-total Prêts	2 488 739,00	77,10%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	197 280,48	6,11%
Sous-total Fonds Propres	197 280,48	6,11%
Total du Financement (I + II + III)	3 227 863,05	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 227 863,05	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 220 590,83 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	15	1 035,64 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	15	1 035,64 m²
Assiette *	:	1 589 442,58 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	411,24 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	7	411,24 m²
Assiette *	:	631 148,25 €
Taux de subvention	:	10,87 %
SUBVENTION	:	68 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 22	Surface utile :	1 446,88 m²
Assiette : 2 220 590,83 €	SUBVENTION :	68 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,09 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

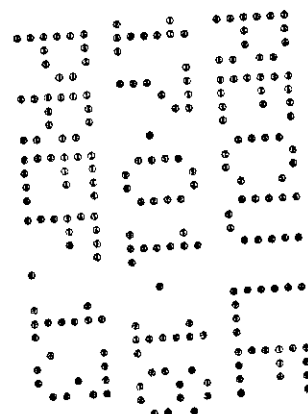
SUBVENTION :	68 600,00 €
--------------	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	728 600,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 896 176,52 €
Prestations intellectuelles et frais	439 668,16 €
Prix de revient H.T.	3 064 444,68 €
Montant de la TVA	163 418,37 €
Prix de revient TTC	3 227 863,05 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 016 / D 1

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550269

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500319
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13005 Aubagne

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

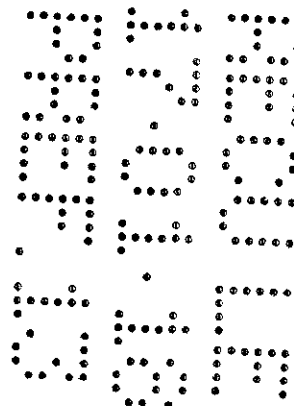
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération : AUBAGNE - ST ANTOINE - PLS
90, IMPASSE ST ANTOINE
13400 Aubagne

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 10 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

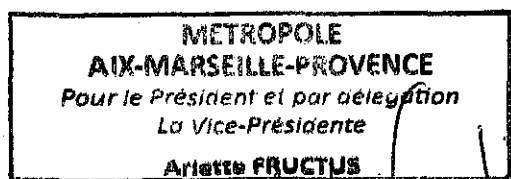
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 16 JAN. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	465 816,00	28,29%	1,88%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	390 493,00	23,71%	1,88%
Prêt complémentaire CDC	653 639,00	39,69%	1,88%
Prêts Autres	35 000,00	2,13%	
Prêt PEEC remboursement IN FINE	30 000,00	1,82%	
Sous-total Prêts	1 574 948,00	95,64%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	71 799,00	4,36%	
Sous-total Fonds Propres	71 799,00	4,36%	
Total du Financement (I + II + III)	1 646 747,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 646 747,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	689,37 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	10	689,37 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10

Assiette : 0,00 €

Surface utile :	689,37 m²
SUBVENTION :	0,00 €
Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

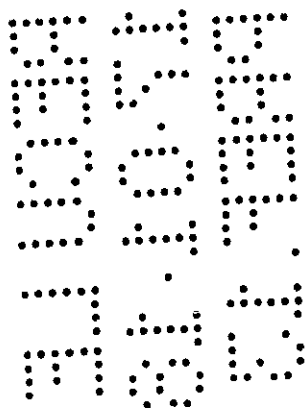
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	468 556,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 076 386,00 €
Prestations intellectuelles et frais	15 956,00 €
Prix de revient H.T.	1 560 898,00 €
Montant de la TVA	85 849,00 €
Prix de revient TTC	1 646 747,00 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18/017/D1

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550250

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500318
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13005 Aubagne

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

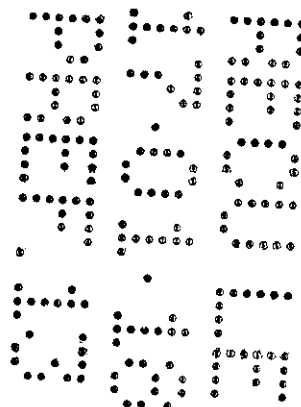
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération : AUBAGNE - ST ANTOINE
90, IMPASSE ST ANTOINE
13400 Aubagne

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 7 logements PLUS

- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 30000.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

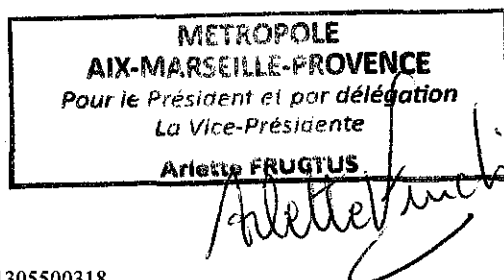
ARTICLE 6. En cas de non-réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

16 JAN. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

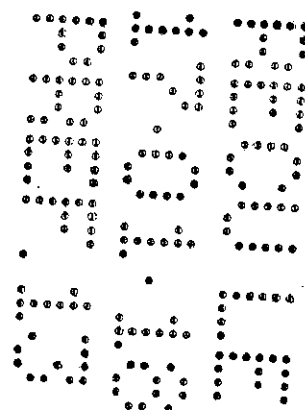
Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	100 000,00	8,77%
Sous-total Subventions	100 000,00	8,77%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	322 243,00	28,25%
Prêt CDC logement	348 614,00	30,56%
Prêts Autres	70 000,00	6,14%
Sous-total Prêts	740 857,00	64,94%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	299 943,00	26,29%
Sous-total Fonds Propres	299 943,00	26,29%
Total du Financement (I + II + III)	1 140 800,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	30 000,00	8,75%
Subvention EPCI	50 000,00	14,58%
Sous-total Subventions	80 000,00	23,32%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	97 121,00	28,31%
Prêt CDC logement	51 818,00	15,10%
Prêts Autres	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	148 939,00	43,42%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	114 114,00	33,26%
Sous-total Fonds Propres	114 114,00	33,26%
Total du Financement (I + II + III)	343 053,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	30 000,00	2,02%
Subvention EPCI	150 000,00	10,11%
Sous-total Subventions	180 000,00	12,13%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	400 432,00	26,99%
Prêt CDC foncier	419 364,00	28,26%
Prêts Autres	70 000,00	4,72%
Sous-total Prêts	889 796,00	59,97%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	414 057,00	27,90%



Sous-total Fonds Propres	414 057,00	27,90%
Total du Financement (I + II + III)	1 483 853,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 483 853,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 984 050,48 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	476,89 m ²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	7	476,89 m ²
Assiette *	:	756 153,26 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	143,73 m ²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	3	143,73 m ²
Assiette *	:	227 897,22 €
Taux de subvention	:	13,16 %
SUBVENTION	:	30 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile :	620,62 m ²
Assiette : 984 050,48 €	SUBVENTION :	30 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,05 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	30 000,00 €
---------------------	--------------------

II - Caracteristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	421 179,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	971 065,00 €
Prestations intellectuelles et frais	14 252,00 €
Prix de revient H.T.	1 406 496,00 €
Montant de la TVA	77 357,00 €
Prix de revient TTC	1 483 853,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 390,92 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

**DECISION DE FINANCEMENT**
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**Numéro d'opération :**

2017130550219

N° SIREN du maître d'ouvrage

782678882

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500291

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13070 La Penne-sur-Huveaune

Exercice

2017

Nature des logements

Logements ordinaires

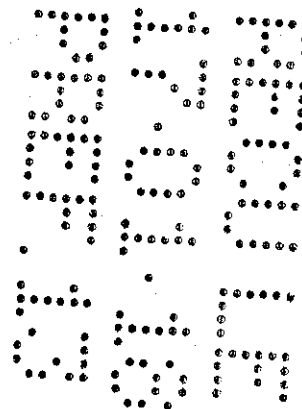
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

**Opération :**

Résidence Canopia

Chemin Raymond Retor

13821 La Penne-sur-Huveaune

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 34 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 34 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 23 logements PLUS

- 11 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 107800.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non-réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

16 JAN. 2018

METROPOLE

AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Pour le Président et par délégation

La Vice-Présidente

Arlette FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

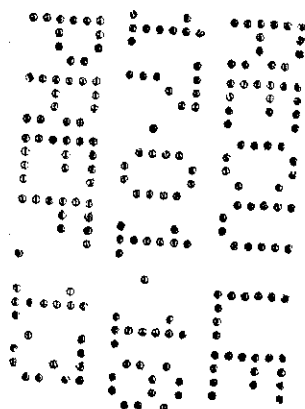
Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	107 800,00	6,88%
Subvention EPCI	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	107 800,00	6,88%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	677 459,00	43,25%
Prêt CDC foncier	510 501,00	32,59%
Sous-total Prêts	1 187 960,00	75,84%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	270 614,00	17,28%
Sous-total Fonds Propres	270 614,00	17,28%
Total du Financement (I + II + III)	1 566 374,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	102 000,00	3,16%
Sous-total Subventions	102 000,00	3,16%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 450 441,00	44,98%
Prêt CDC foncier	1 092 984,00	33,89%
Sous-total Prêts	2 543 425,00	78,87%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	579 386,00	17,97%
Sous-total Fonds Propres	579 386,00	17,97%
Total du Financement (I + II + III)	3 224 811,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	107 800,00	2,25%
Subvention EPCI	102 000,00	2,13%
Sous-total Subventions	209 800,00	4,38%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 127 900,00	44,41%
Prêt CDC foncier	1 603 485,00	33,47%
Sous-total Prêts	3 731 385,00	77,88%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	850 000,00	17,74%
Sous-total Fonds Propres	850 000,00	17,74%
Total du Financement (I + II + III)	4 791 185,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	4 791 185,00	



B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 3 655 687,77 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	23	1 471,96 m ²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	23	1 471,96 m ²
Assiette *	:	2 491 827,24 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €
Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	11	687,51 m ²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	11	687,51 m ²
Assiette *	:	1 163 860,53 €
Taux de subvention	:	9,26 %
SUBVENTION	:	107 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 34	Surface utile :	2 159,47 m ²
Assiette : 3 655 687,77 €	SUBVENTION :	107 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,95 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 107 800,00 €

II - Caracteristiques financieres (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 362 422,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 497 774,00 €
Prestations intellectuelles et frais	454 141,00 €
Prix de revient H.T.	4 314 337,00 €
Montant de la TVA	476 848,00 €
Prix de revient TTC	4 791 185,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 218,69 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

18 / 019 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550107

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500320

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13047 Istres

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

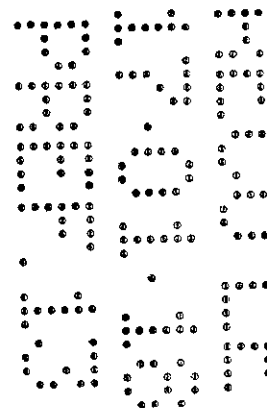
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération : ISTRES - LES TERRASSES DE RASSUEN
Route de la Capelette
13800 Istres

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 27 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 27 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 27 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

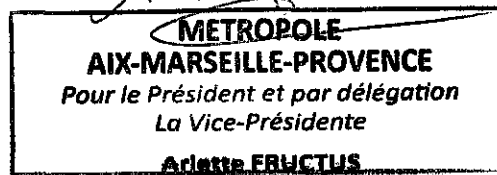
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 16 JAN. 2018

Adette FRICTUS



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	1 288 974,00	35,00%	1,88%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	736 556,00	20,00%	1,88%
Prêt complémentaire CDC	784 835,00	21,31%	1,88%
1%.	320 000,00	8,69%	
Sous-total Prêts	3 130 365,00	85,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	552 417,00	15,00%	
Sous-total Fonds Propres	552 417,00	15,00%	
Total du Financement (I + II + III)	3 682 782,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	3 682 782,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

27

1 666,46 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

27

1 666,46 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 27

Surface utile :

1 666,46 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

1 223 537,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

1 747 909,00 €

Prestations intellectuelles et frais

524 373,00 €

Prix de revient H.T.

3 495 819,00 €

Montant de la TVA

186 963,00 €

Prix de revient TTC

3 682 782,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

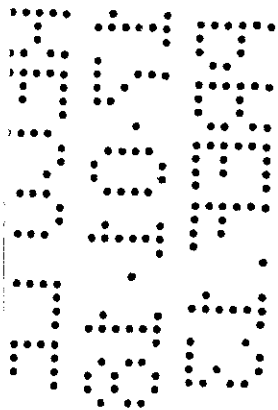
2 209,94 €

Décision No : 20171305500320

Page : 3/4

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 020 / D
3 / 020 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550084

N° SIREN du maître d'ouvrage
782855696

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe
BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500294

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13030 Cuges-les-Pins

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

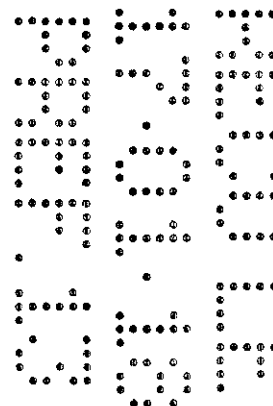
Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2017



Opération : VEFA ZAC DES VIGNEAUX
ZAC DES VIGNEAUX
13780 Cuges-les-Pins

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 9 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 9 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 9 logements PLS

au bénéficiaire désigné : 13 HABITAT (n° SIREN : 782855696).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 16 JAN. 2018


METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention Département	210 864,00	15,00%	
Sous-total Subventions	210 864,00	15,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	836 428,00	59,50%	1,86%
CDC foncier PLS	358 469,00	25,50%	1,86%
Sous-total Prêts	1 194 897,00	85,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	1 405 761,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 405 761,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

9

650,30 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

9

650,30 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 9

Surface utile :

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

Taux moyen de subvention :

650,30 m²

0,00 €

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

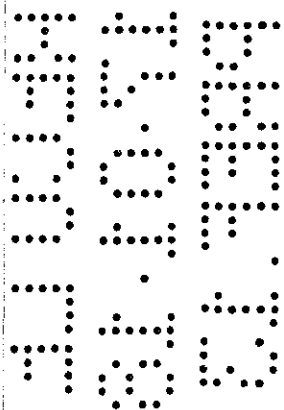
0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	399 742,49 €
Coût du bâtiment ou des travaux	799 484,99 €
Prestations intellectuelles et frais	133 247,50 €
Prix de revient H.T.	1 332 474,98 €
Montant de la TVA	73 286,02 €
Prix de revient TTC	1 405 761,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 161,71 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2016130550137

N° SIREN du maître d'ouvrage
782855696

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe
BP 31

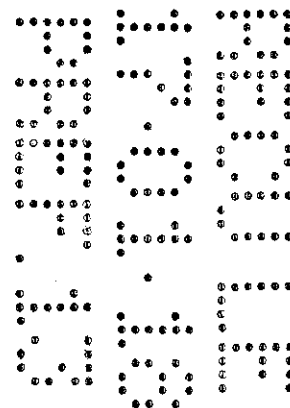
13004 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500292
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13030 Cuges-les-Pins

Exercice
2017

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 3
Zonage "ABC" : Zone B



Opération : VEFA-ZAC DES VIGNEAUX
ZAC DES VIGNEAUX
13780 CUGES LES PINS

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 38 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 38 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 24 logements PLUS
- 14 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : 13 HABITAT (n° SIREN : 782855696).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 137200.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

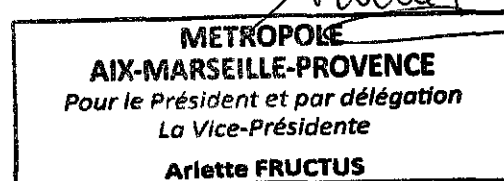
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

16 JAN. 2018
le : *Arlette Fructus*



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

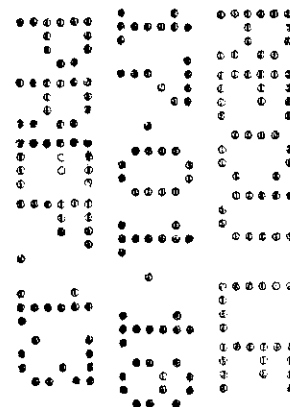
Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	137 200,00	6,91%
Subvention Département	281 130,00	14,16%
Sous-total Subventions	418 330,00	21,07%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	977 445,00	49,22%
Prêt CDC foncier	470 823,00	23,71%
Sous-total Prêts	1 448 268,00	72,93%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	119 137,06	6,00%
Sous-total Fonds Propres	119 137,06	6,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 985 735,06	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	495 998,00	15,52%
Sous-total Subventions	495 998,00	15,52%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 679 792,00	52,57%
Prêt CDC foncier	809 135,00	25,32%
Sous-total Prêts	2 488 927,00	77,90%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	210 194,00	6,58%
Sous-total Fonds Propres	210 194,00	6,58%
Total du Financement (I + II + III)	3 195 119,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	777 128,00	15,00%
Subvention Etat	137 200,00	2,65%
Sous-total Subventions	914 328,00	17,65%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 657 237,00	51,29%
Prêt CDC foncier	1 279 958,00	24,71%
Sous-total Prêts	3 937 195,00	76,00%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	329 331,06	6,36%
Sous-total Fonds Propres	329 331,06	6,36%
Total du Financement (I + II + III)	5 180 854,06	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	5 180 854,06	



B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 4 742 193,02 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	24	1 638,35 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	24	1 638,35 m²
Assiette *	:	3 026 682,12 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	14	928,61 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	14	928,61 m²
Assiette *	:	1 715 510,90 €
Taux de subvention	:	8,00 %
SUBVENTION	:	137 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 38	Surface utile :	2 566,96 m²
Assiette : 4 742 193,02 €	SUBVENTION :	137 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,89 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	137 200,00 €
--------------	--------------

Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 473 228,64 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 946 457,28 €
Prestations intellectuelles et frais	491 076,21 €
Prix de revient H.T.	4 910 762,13 €
Montant de la TVA	270 091,93 €
Prix de revient TTC	5 180 854,06 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 018,28 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
 2017130550264

N° SIREN du maître d'ouvrage
 573620754

Famille d'organisme
 Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500290

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13019 Cabriès

Nature des logements

Logements ordinaires

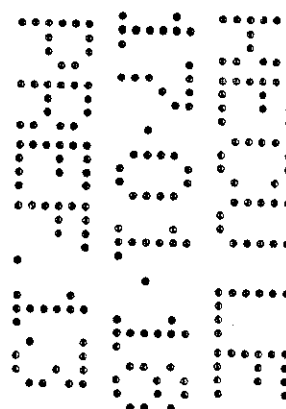
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Exercice

2017

Opération : CABRIES - EMERAUDE - PLS
 600 AVENUE JEAN MOULIN
 13480 CABRIES CALAS

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 3 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

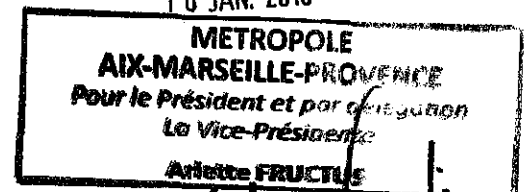
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 16 JAN. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	17 093,00	2,67%	
Sous-total Subventions	17 093,00	2,67%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	217 820,00	34,06%	1,88%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	165 842,00	25,94%	1,88%
Prêt complémentaire CDC	102 766,00	16,07%	1,88%
Prêts Autres	40 000,00	6,26%	
Sous-total Prêts	526 428,00	82,33%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	95 916,00	15,00%	
Sous-total Fonds Propres	95 916,00	15,00%	
Total du Financement (I + II + III)	639 437,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	639 437,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	244,19 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	3	244,19 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3	Surface utile :	244,19 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

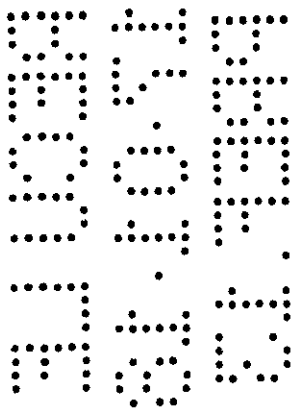
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	212 600,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	303 714,00 €
Prestations intellectuelles et frais	91 114,00 €
Prix de revient H.T.	607 428,00 €
Montant de la TVA	32 009,00 €
Prix de revient TTC	639 437,00 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 023 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550147

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500277

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13019 Cabriès

Exercice

2017

Nature des logements

Logements ordinaires

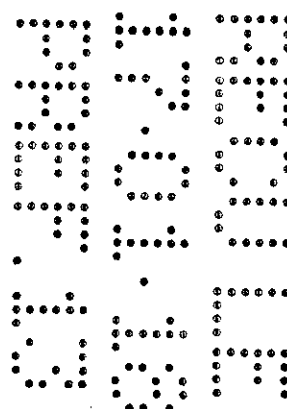
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération : CABRIES - EMERAUDE
9 LLS (ET 3 PSLA ENREGISTRES en HD)
600 AVENUE JEAN MOULIN
13480 CABRIES CALAS

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLUS

- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 29400.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessus.

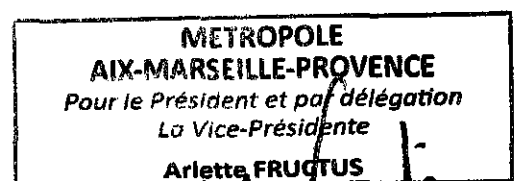
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non-réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 16 JAN. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	24 871,00	6,04%
Sous-total Subventions	24 871,00	6,04%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	138 769,00	33,72%
Prêt CDC logement	129 359,00	31,44%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	17 500,00	4,25%
Prêts Autres	40 000,00	9,72%
Sous-total Prêts	325 628,00	79,13%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	61 013,00	14,83%
Sous-total Fonds Propres	61 013,00	14,83%
Total du Financement (I + II + III)	411 512,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	7,31%
Subvention EPCI	27 074,00	6,73%
Sous-total Subventions	56 474,00	14,05%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	117 491,00	29,23%
Prêt CDC logement	109 524,00	27,24%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	17 500,00	4,35%
Prêts Autres	40 000,00	9,95%
Sous-total Prêts	284 515,00	70,77%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	61 013,00	15,18%
Sous-total Fonds Propres	61 013,00	15,18%
Total du Financement (I + II + III)	402 002,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	3,61%
Subvention EPCI	51 945,00	6,39%
Sous-total Subventions	81 345,00	10,00%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	238 883,00	29,36%
Prêt CDC foncier	256 260,00	31,50%
Prêts Autres	80 000,00	9,83%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	35 000,00	4,30%

Sous-total Prêts	610 143,00	75,00%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	122 026,00	15,00%
Sous-total Fonds Propres	122 026,00	15,00%
Total du Financement (I + II + III)	813 514,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	813 514,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 537 824,51 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	177,64 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	3	177,64 m²
Assiette *	:	291 233,49 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	150,41 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	3	150,41 m²
Assiette *	:	246 591,02 €
Taux de subvention	:	11,92 %
SUBVENTION	:	29 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	328,05 m²
Assiette : 537 824,51 €	SUBVENTION :	29 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	5,47 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

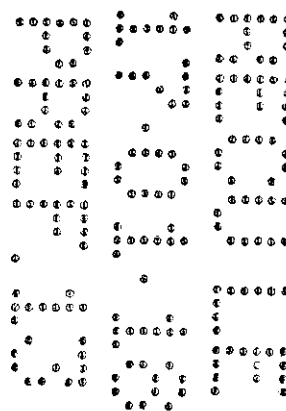
SUBVENTION : 29 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	270 362,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	386 231,00 €
Prestations intellectuelles et frais	115 869,00 €
Prix de revient H.T.	772 462,00 €
Montant de la TVA	41 052,00 €
Prix de revient TTC	813 514,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 479,85 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 024 / D J

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2016130550149

N° SIREN du maître d'ouvrage
434071494

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500227

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13001 Aix-en-Provence

Exercice
2017

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

O.P.H. PAYS D'AIX HABITAT

L'Ourmin

9 r chateau de l'horloge

13090 Aix-en-Provence

Nature des logements

Logements ordinaires

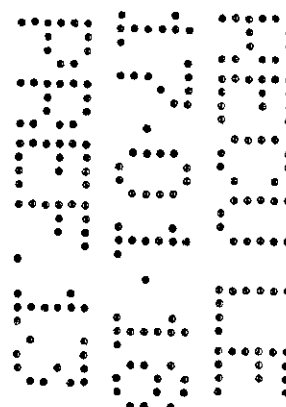
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération : LA DURANNE IV
2300 la petite duranne
13290 Aix-en-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 20 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 20 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 20 logements PLUS

au bénéficiaire désigné : O.P.H. PAYS D'AIX HABITAT (n° SIREN : 434071494).

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

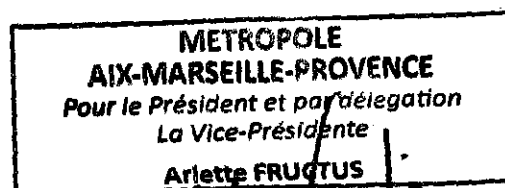
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 16 JAN. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	382 078,00	11,63%
Conseil Régional	81 250,00	2,47%
Sous-total Subventions	463 328,00	14,11%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 092 380,00	63,71%
Prêt CDC foncier	728 710,00	22,19%
Sous-total Prêts	2 821 090,00	85,89%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	3 284 418,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 284 418,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 174 277,50 €

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	20	1 281,83 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	20	1 281,83 m²
Assiette *		2 174 277,50 €
Taux de subvention		0,00 %
SUBVENTION		0,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 20	Surface utile :	1 281,83 m²
Assiette : 2 174 277,50 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	818 387,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 255 453,00 €
Prestations intellectuelles et frais	58 679,00 €
Prix de revient H.T.	3 132 519,00 €
Montant de la TVA	151 899,00 €

Prix de revient TTC

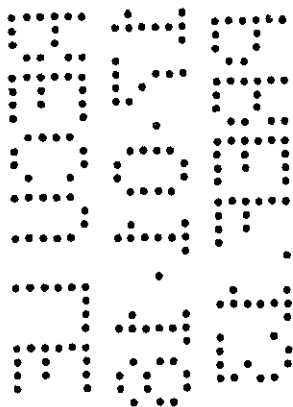
3 284 418,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 562,29 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 025 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2016130550165

N° SIREN du maître d'ouvrage
434071494

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

O.P.H. PAYS D'AIX HABITAT

L'Ourmin

9 r chateau de l'horloge

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20171305500228

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13001 Aix-en-Provence

Nature des logements

Logements ordinaires

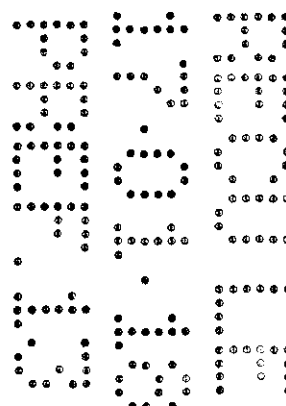
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Exercice

2017

Opération : La DURANNE IV PLS
2300 la petite duranne
13290 Aix-en-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 18 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 18 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 18 logements PLS

au bénéficiaire désigné : O.P.H. PAYS D'AIX HABITAT (n° SIREN : 434071494).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

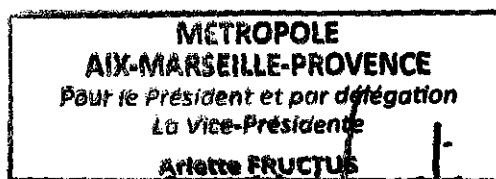
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 16 JAN. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	88 567,00	2,90%	
Sous-total Subventions	88 567,00	2,90%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 204 861,00	39,45%	1,86%
CDC foncier PLS	760 797,00	24,91%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	525 841,00	17,22%	1,86%
Sous-total Prêts	2 491 499,00	81,58%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	474 159,00	15,52%	
Sous-total Fonds Propres	474 159,00	15,52%	
Total du Financement (I + II + III)	3 054 225,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	3 054 225,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	18	1 187,74 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	18	1 187,74 m²
TOTAL DE LA DECISION		
Nombre de logements : 18	Surface utile	1 187,74 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION	0,00 €
	Taux moyen de subvention	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

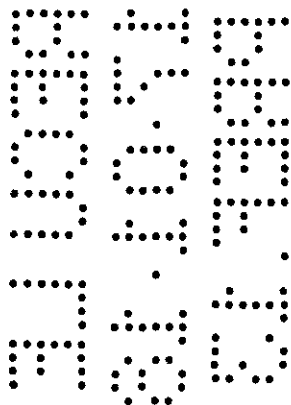
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	761 029,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 097 377,00 €
Prestations intellectuelles et frais	54 567,00 €
Prix de revient H.T.	2 912 973,00 €
Montant de la TVA	141 252,00 €
Prix de revient TTC	3 054 225,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 571,46 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 026 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550242

N° SIREN du maître d'ouvrage
060804770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national
BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500312

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13071 Les Pennes-Mirabeau

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

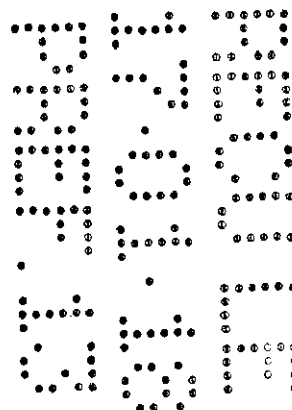
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération : ECOLE SAINTE ELISABETH - PLS
29 che des fraises
13170 Les Pennes-Mirabeau

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. LOGIREM (n° SIREN : 060804770).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

16 JAN. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	37 320,00	3,04%	
Sous-total Subventions	37 320,00	3,04%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	714 874,00	58,26%	1,86%
CDC foncier PLS	330 897,00	26,97%	1,86%
Sous-total Prêts	1 045 771,00	85,22%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	144 000,00	11,74%	
Sous-total Fonds Propres	144 000,00	11,74%	
Total du Financement (I + II + III)	1 227 091,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 227 091,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	472,41 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	8	472,41 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile : 472,41 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION : 0,00 €
	Taux moyen de subvention : 0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

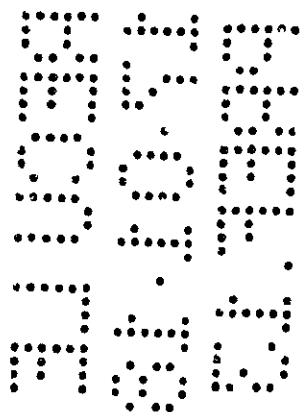
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	385 967,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	662 792,00 €
Prestations intellectuelles et frais	114 356,00 €
Prix de revient H.T.	1 163 115,00 €
Montant de la TVA	63 976,00 €
Prix de revient TTC	1 227 091,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 597,51 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 027 / D _

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550066

N° SIREN du maître d'ouvrage
060804770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. LOGIREM

111 bd national
BP 204

13003 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500311

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13071 Les Pennes-Mirabeau

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2.

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : ECOLE SAINTE ELISABETH- CN- PLUS-PLAI
29 che des fraises
13170 Les Pennes-Mirabeau

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 16 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 16 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLUS

- 8 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. LOGIREM (n° SIREN : 060804770).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 78400.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

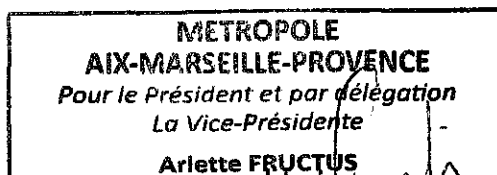
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

16 JAN. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	78 400,00	5,71%
Subvention EPCI	132 050,00	9,62%
Conseil Régional	36 510,00	2,66%
Subvention Commune	129 352,00	9,42%
Sous-total Subventions	376 312,00	27,41%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	481 108,00	35,04%
Prêt CDC foncier	363 110,00	26,45%
Sous-total Prêts	844 218,00	61,49%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	152 347,00	11,10%
Sous-total Fonds Propres	152 347,00	11,10%
Total du Financement (I + II + III)	1 372 877,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	143 582,00	9,62%
Conseil Régional	39 699,00	2,66%
Subvention Commune	140 648,00	9,42%
Sous-total Subventions	323 929,00	21,70%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	608 373,00	40,75%
Prêt CDC foncier	394 822,00	26,45%
Sous-total Prêts	1 003 195,00	67,20%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	165 653,00	11,10%
Sous-total Fonds Propres	165 653,00	11,10%
Total du Financement (I + II + III)	1 492 777,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Commune	270 000,00	9,42%
Conseil Régional	76 209,00	2,66%
Subvention Etat	78 400,00	2,74%
Subvention EPCI	275 632,00	9,62%
Sous-total Subventions	700 241,00	24,44%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 089 481,00	38,02%
Prêt CDC foncier	757 932,00	26,45%

Sous-total Prêts	1 847 413,00	64,47%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	318 000,00	11,10%
Sous-total Fonds Propres	318 000,00	11,10%
Total du Financement (I + II + III)	2 865 654,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 865 654,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 867 413,78 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	563,62 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	8	563,62 m²
Assiette *	:	972 773,51 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	518,35 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	8	518,35 m²
Assiette *	:	894 640,27 €
Taux de subvention	:	8,76 %
SUBVENTION	:	78 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 16	Surface utile :	1 081,97 m²
Assiette : 1 867 413,78 €	SUBVENTION :	78 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,20 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 78 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

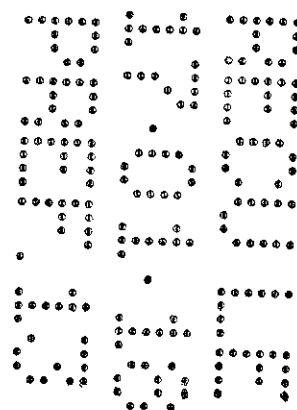
Charge foncière H.T.	884 369,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 539 482,00 €
Prestations intellectuelles et frais	292 408,00 €
Prix de revient H.T.	2 716 259,00 €
Montant de la TVA	149 395,00 €
Prix de revient TTC	2 865 654,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 648,55 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Décision No : 20171305500311

Page : 4/5

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



**DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

Numéro d'opération :
2017130550256

N° SIREN du maître d'ouvrage
966802381

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Logeo Méditerranée

72 av de toulon
BP 89

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500304

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
84089 Pertuis

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3.

Zonage "ABC" : Zone B

Opération :
chemin de l'Espigon PLS
Chemin de l'Espigon
84120 Pertuis

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLS

au bénéficiaire désigné : Logeo Méditerranée (n° SIREN : 966802381).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

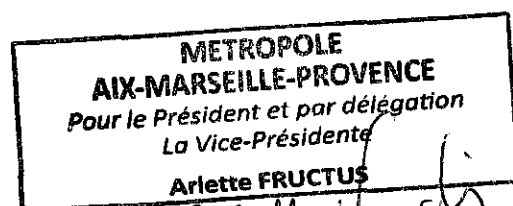
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non-réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 16 JAN. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	31 798,00	3,27%	
Sous-total Subventions	31 798,00	3,27%	
II - Partie Prêts			
1%.	70 000,00	7,21%	
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	206 713,00	21,28%	1,86%
CDC foncier PLS	288 758,00	29,72%	1,86%
Sous-total Prêts	565 471,00	58,21%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	374 242,00	38,52%	
Sous-total Fonds Propres	374 242,00	38,52%	
Total du Financement (I + II + III)	971 511,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	971 511,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	402,56 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	6	402,56 m²
TOTAL DE LA DECISION		
Nombre de logements : 6	Surface utile :	402,56 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

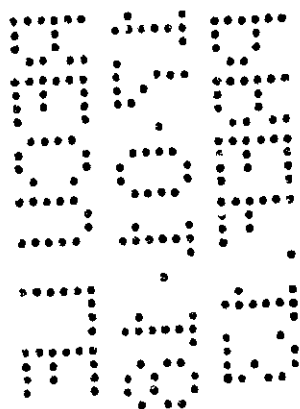
II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	322 618,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	493 233,00 €
Prestations intellectuelles et frais	105 013,00 €
Prix de revient H.T.	920 864,00 €
Montant de la TVA	50 647,00 €
Prix de revient TTC	971 511,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 413,33 €



C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 029 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550222

N° SIREN du maître d'ouvrage
966802381

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Logeo Méditerranée

72 av de toulon

BP 89

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500302

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
84089 Pertuis

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération :
Pertuis-Chemin de l'Espigon
22 logements PLUS-PLAI-PLS
Chemin de l'Espigon
84120 Pertuis

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

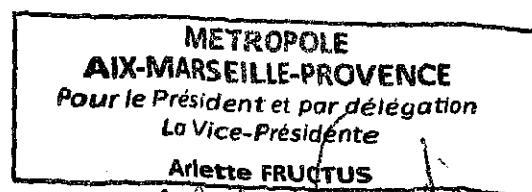
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, et si que les textes réglementaires pris pour leur application,
Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,
Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,
Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,
Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 16 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 16 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 11 logements PLUS
 - 5 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : Logeo Méditerranée (n° SIREN : 966802381).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 49000.00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 16 JAN. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 000,00	5,54%
Subvention Région	41 950,00	4,74%
Subvention EPCI	108 197,00	12,23%
Sous-total Subventions	199 147,00	22,51%
II - Partie Prêts		
1%.	58 730,00	6,64%
Prêt CDC logement	415 051,00	46,91%
Prêt CDC foncier	193 451,00	21,86%
Sous-total Prêts	667 232,00	75,41%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	18 390,00	2,08%
Sous-total Fonds Propres	18 390,00	2,08%
Total du Financement (I + II + III)	884 769,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Région	108 050,00	6,41%
Subvention EPCI	289 951,00	17,19%
Sous-total Subventions	398 001,00	23,60%
II - Partie Prêts		
1%.	151 270,00	8,97%
Prêt CDC logement	591 762,00	35,89%
Prêt CDC foncier	498 204,00	29,54%
Sous-total Prêts	1 241 236,00	73,59%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	47 367,00	2,81%
Sous-total Fonds Propres	47 367,00	2,81%
Total du Financement (I + II + III)	1 686 604,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 000,00	1,91%
Subvention EPCI	398 148,00	15,48%
Subvention Région	150 000,00	5,83%
Sous-total Subventions	597 148,00	23,22%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 006 813,00	39,15%
Prêt CDC foncier	691 655,00	26,90%
1%.	210 000,00	8,17%

Sous-total Prêts	1 908 468,00	74,22%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	65 757,00	2,56%
Sous-total Fonds Propres	65 757,00	2,56%
Total du Financement (I + II + III)	2 571 373,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 571 373,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 735 134,29 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	11	779,29 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	11	779,29 m²
Assiette *	:	1 249 870,87 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	302,56 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	302,56 m²
Assiette *	:	485 263,42 €
Taux de subvention	:	10,10 %
SUBVENTION	:	49 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 16	Surface utile :	1 081,85 m²
Assiette : 1 735 134,29 €	SUBVENTION :	49 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,82 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

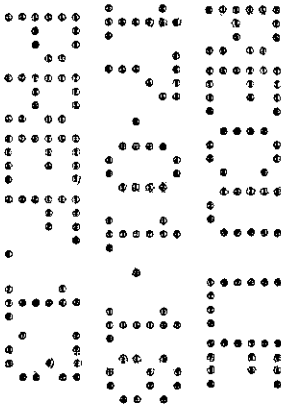
SUBVENTION :	49 000,00 €
---------------------	--------------------

II - Caracteristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	827 180,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 325 787,00 €
Prestations intellectuelles et frais	282 269,00 €
Prix de revient H.T.	2 435 236,00 €
Montant de la TVA	136 137,00 €
Prix de revient TTC	2 571 373,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 376,83 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550257

N° SIREN du maître d'ouvrage
966802381

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Logeo Méditerranée

72 av de toulon
BP 89

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500308

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
84089 Pertuis

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : Paul Arène neuf PLS
rue Paul Arène
84120 Pertuis

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 7 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 7 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 7 logements PLS

au bénéficiaire désigné : Logeo Méditerranée (n° SIREN : 966802381).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

16 JAN. 2018

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	36 852,00	3,01%	
Sous-total Subventions	36 852,00	3,01%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	354 454,00	28,97%	1,86%
CDC foncier PLS	307 183,00	25,11%	1,86%
1%.	105 000,00	8,58%	
Sous-total Prêts	766 637,00	62,66%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	420 000,00	34,33%	
Sous-total Fonds Propres	420 000,00	34,33%	
Total du Financement (I + II + III)	1 223 489,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 223 489,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

7

466,48 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

7

466,48 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 7

Assiette : 0,00 €

Surface utile :

466,48 m²

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention * :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

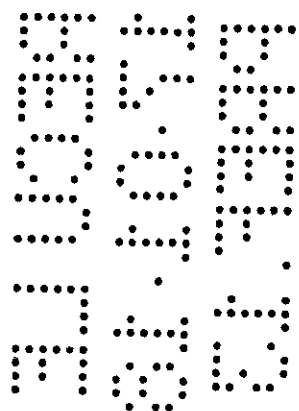
0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	370 257,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	659 750,00 €
Prestations intellectuelles et frais	129 698,00 €
Prix de revient H.T.	1 159 705,00 €
Montant de la TVA	63 784,00 €
Prix de revient TTC	1 223 489,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 622,81 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550225

N° SIREN du maître d'ouvrage
966802381

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

Logeo Méditerranée

72 av de toulon
BP 89

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500307

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
84089 Pertuis

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

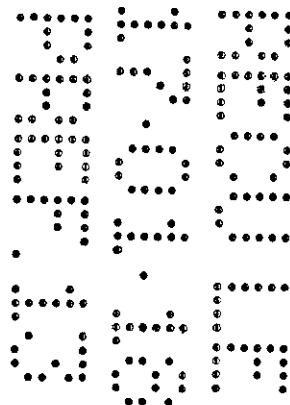
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B



Opération : Pertuis - Paul Arène
logements neufs PLUS - PLAI
rue Paul Arène
84120 Pertuis

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 14 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 14 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 9 logements PLUS

- 5 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : Logeo Méditerranée (n° SIREN : 966802381).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 49000.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 16 JAN. 2018

METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

Arlette Fructus

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

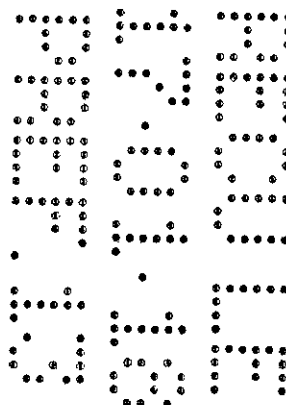
A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 000,00	4,62%
Subvention Région	52 351,00	4,94%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	149 642,00	14,12%
Sous-total Subventions	250 993,00	23,69%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	547 009,00	51,63%
Prêt CDC foncier	176 035,00	16,61%
1%.	85 507,00	8,07%
Sous-total Prêts	808 551,00	76,31%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 059 544,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Région	97 649,00	8,71%
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	251 975,00	22,48%
Sous-total Subventions	349 624,00	31,19%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	283 417,00	25,29%
Prêt CDC foncier	328 349,00	29,29%
1%.	159 493,00	14,23%
Sous-total Prêts	771 259,00	68,81%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 120 883,00	



Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Aide complémentaire sur fonds propres CUMPM	401 617,00	18,42%
Subvention Etat	49 000,00	2,25%
Subvention Région	150 000,00	6,88%
Sous-total Subventions	600 617,00	27,55%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	830 426,00	38,09%
Prêt CDC foncier	504 384,00	23,13%
1%.	245 000,00	11,24%
Sous-total Prêts	1 579 810,00	72,45%
III - Partie Fonds Propres		

Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	2 180 427,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 180 427,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 494 257,68 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	9	603,24 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	9	603,24 m²
Assiette *	:	972 746,99 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	323,41 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	323,41 m²
Assiette *	:	521 510,69 €
Taux de subvention	:	9,40 %
SUBVENTION	:	49 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 14	Surface utile :	926,65 m²
Assiette : 1 494 257,68 €	SUBVENTION :	49 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,28 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	49 000,00 €
---------------------	--------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	485 506,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 310 575,00 €
Prestations intellectuelles et frais	257 642,00 €
Prix de revient H.T.	2 053 723,00 €
Montant de la TVA	126 704,00 €
Prix de revient TTC	2 180 427,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 353,02 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550268

N° SIREN du maître d'ouvrage
534337209

Famille d'organisme
Entreprises commerciales

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

FONCIERE RU PR/2016

3 RUE DE L'ARRIVÉE

75015 PARIS

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500322

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13213 Marseille - 13e arrondissement

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

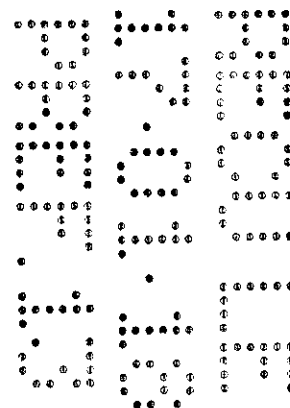
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération : Le Patio des Olives
114-116 avenue des Poilus
13013 Marseille - 13e arrondissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 4 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLS

au bénéficiaire désigné : FONCIERE RU PR/2016 (n° SIREN : 534337209).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : 1%.

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessus.

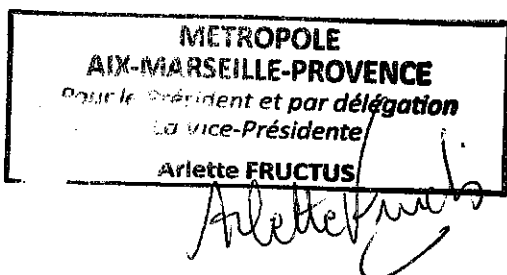
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 16 JAN. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
1%.	285 103,20	40,00%	
Sous-total Subventions	285 103,20	40,00%	
II - Partie Prêts			
1%.	427 654,80	60,00%	
Sous-total Prêts	427 654,80	60,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	712 758,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	712 758,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	270,32 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	4	270,32 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4

Assiette : 0,00 €

Surface utile

270,32 m²

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

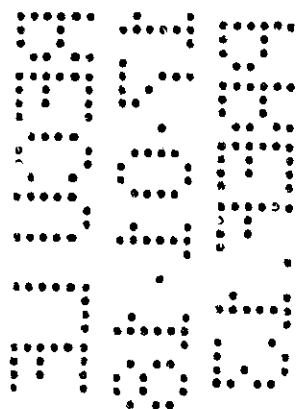
0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	209 478,67 €
Coût du bâtiment ou des travaux	426 540,29 €
Prestations intellectuelles et frais	39 581,04 €
Prix de revient H.T.	675 600,00 €
Montant de la TVA	37 158,00 €
Prix de revient TTC	712 758,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 636,72 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550086

N° SIREN du maître d'ouvrage
782855696

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe
BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500284
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13205 Marseille - 5e arrondissement

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

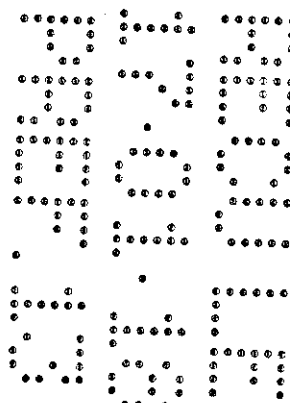
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération :
HORACE BERTIN
184 rue Horace Bertin
13005 Marseille

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 14 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 14 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 14 logements PLS

au bénéficiaire désigné : 13 HABITAT (n° SIREN : 782855696).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

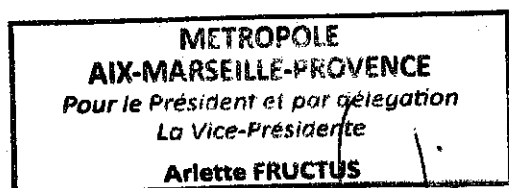
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 16 JAN. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	865 255,00	31,43%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	1 787 316,00	64,93%	1,86%
Sous-total Prêts	2 652 571,00	96,37%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	100 000,00	3,63%	
Sous-total Fonds Propres	100 000,00	3,63%	
Total du Financement (I + II + III)	2 752 571,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 752 571,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

14

923,30 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

14

923,30 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 14

Assiette : 0,00 €

Surface utile

923,30 m²

SUBVENTION

0,00 €

Taux moyen de subvention

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION

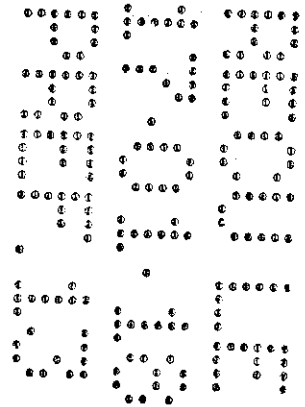
0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	837 660,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 432 963,00 €
Prestations intellectuelles et frais	355 962,00 €
Prix de revient H.T.	2 626 585,00 €
Montant de la TVA	125 986,00 €
Prix de revient TTC	2 752 571,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 981,23 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550011

N° SIREN du maître d'ouvrage
305918732

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

NEOLIA
NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches
CS 75267

25200 MONTBELIARD

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500280
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13043 Gignac-la-Nerthe

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : N-GIGNAC LA NERTHE-Les Jardins de Laure-VEFA 2PLS
Les Jardins de Laure
13180 GIGNAC LA NERTHE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 2 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 2 logements PLS

au bénéficiaire désigné : NEOLIA (n° SIREN : 305918732).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée, avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

16 JAN. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	98 391,00	35,00%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	44 979,00	16,00%	1,86%
Prêts PEEC	40 000,00	14,23%	0,25%
Sous-total Prêts	183 370,00	65,23%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	97 747,00	34,77%	
Sous-total Fonds Propres	97 747,00	34,77%	
Total du Financement (I + II + III)	281 117,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	281 117,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

2

124,80 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

2

124,80 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2

Assiette : 0,00 €

Surface utile

124,80 m²

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

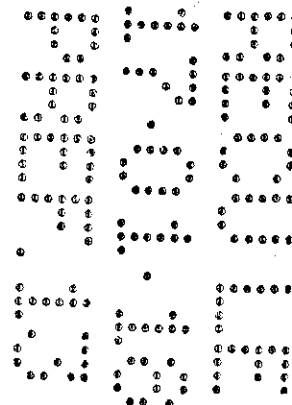
0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	91 966,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	169 287,00 €
Prestations intellectuelles et frais	5 641,00 €
Prix de revient H.T.	266 894,00 €
Montant de la TVA	14 223,00 €
Prix de revient TTC	281 117,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 252,54 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



18 / 035 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550012

N° SIREN du maître d'ouvrage
305918732

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

NEOLIA
NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches
CS 75267

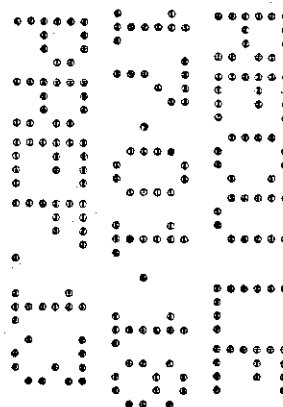
25200 MONTBELIARD

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500281
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13043 Gignac-la-Nerthe

Exercice
2017

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A



Opération : N-GIGNAC LA NERTHE-Les Jardins de Laure-VEFA 6log
Les Jardins de Laure
13180 GIGNAC-LA-NERTHE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 3 logements PLUS

- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : NEOLIA (n° SIREN : 305918732).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 29400.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

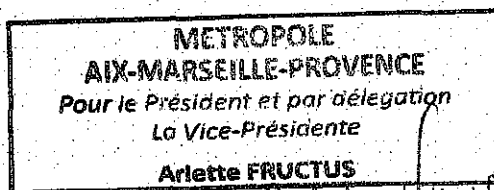
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

16 JAN. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	6,39%
Subvention EPCI	9 000,00	1,96%
Sous-total Subventions	38 400,00	8,35%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	125 530,00	27,29%
Prêt CDC logement	233 127,00	50,68%
Prêts PEEC	40 000,00	8,70%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	398 657,00	86,66%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	22 950,00	4,99%
Sous-total Fonds Propres	22 950,00	4,99%
Total du Financement (I + II + III)	460 007,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	9 000,00	2,69%
Sous-total Subventions	9 000,00	2,69%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	135 820,00	40,65%
Prêt CDC logement	91 336,00	27,34%
Prêts PEEC	40 000,00	11,97%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	35 000,00	10,48%
Sous-total Prêts	302 156,00	90,44%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	22 951,00	6,87%
Sous-total Fonds Propres	22 951,00	6,87%
Total du Financement (I + II + III)	334 107,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	3,70%
Subvention EPCI	18 000,00	2,27%
Sous-total Subventions	47 400,00	5,97%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	324 463,00	40,86%
Prêt CDC foncier	261 350,00	32,91%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	35 000,00	4,41%
Prêts PEEC	80 000,00	10,07%

Sous-total Prêts	700 813,00	88,25%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	45 901,00	5,78%
Sous-total Fonds Propres	45 901,00	5,78%
Total du Financement (I + II + III)	794 114,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	794 114,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 509 936,04 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	176,27 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	3	176,27 m²
Assiette *	:	254 968,02 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	176,27 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	3	176,27 m²
Assiette *	:	254 968,02 €
Taux de subvention	:	11,53 %
SUBVENTION	:	29 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	352,54 m²
Assiette : 509 936,04 €	SUBVENTION :	29 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	5,77 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 29 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	259 792,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	478 206,00 €
Prestations intellectuelles et frais	15 937,00 €
Prix de revient H.T.	753 935,00 €
Montant de la TVA	40 179,00 €
Prix de revient TTC	794 114,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 252,55 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

